

هكذا من الأهل

DERNIÈRE MINUTE

L'EX-GÉNÉRAL SPINOLA  
DE RETOUR A LISBONNE

LIBRE PAGE 18

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.40 F

Algérie, 1 DA : Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;  
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,  
12 fr. ; Canada, 9 C\$ ; Danemark, 3 kr. ;  
Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce,  
10 dr. ; Iran, 45 rls. ; Italie, 200 li. ; Japon, 100 y.  
; Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,  
1 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Suède, 2 kr. ;  
Suisse, 1 fr. S.A. ; 50 esc. ; Yougoslavie, 10 d. m.

Tarif des abonnements page 13

5, RUE DES ÉCLAIRÉS

75001 PARIS - CEDEX 06

C.C.P. 6297-23 Paris

Tél. Paris 63672

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

LE LITIGE  
GRÉCO-TURC

Un deuxième conflit armé va-t-il s'allumer en Méditerranée orientale ? Tandis que la guerre civile continue à faire rage au Liban, entraînant le danger potentiel d'une conflagration israélo-arabe, la tension entre la Grèce et la Turquie au sujet de la délimitation des eaux territoriales en mer Égée s'accroît de manière inquiétante.

Pour l'instant le gouvernement d'Athènes se contente de porter l'affaire devant deux instances internationales : le Conseil de sécurité des Nations unies et la Cour internationale de La Haye. En annonçant la mesure le lundi 9 août, M. Caramanlis a précisé que son pays cherchait à éviter le recours à la force, mais il a laissé entendre que cette volonté pacifique ne serait pas nécessairement éternelle. Il a réitéré sa requête à la Turquie d'avoir à cesser toute recherche pétrolière dans les eaux territoriales grecques.

Ankara n'a pas encore répondu à la note que lui a adressée à ce sujet le gouvernement d'Athènes. Mais on déclarait lundi, de source autorisée turque, que le message ne constituait pas un ultimatum. Tout paraît donc indiquer que les deux capitales veulent — du moins pour le moment — éviter l'irréparable.

La Grèce a de bonnes raisons de ne pas pousser trop loin la polémique publique qui s'est engagée. En s'adressant aux instances internationales, elle s'en remet à un arbitrage qui a toutes les chances de s'exercer en sa faveur. En effet, la convention de Genève, signée en 1958, lui reconnaît un droit d'exploitation exclusif du plateau continental, y compris au large des îles de la mer Égée proches du littoral turc. Sur tout, le rapport des forces militaires, nettement en défaveur de la Grèce, est propre à décourager toute initiative belliqueuse de la part du gouvernement de M. Caramanlis.

Il n'en reste pas moins que tous les facteurs sont réunis qui pourraient conduire, sinon à un conflit de grande envergure, du moins à une confrontation limitée. Les démons du nationalisme se sont emparés de l'opinion publique des deux pays. Les dirigeants de l'opposition en Grèce appellent à cor et à cri une riposte militaire. Un sondage d'opinion publié par la presse athénienne indique que la plupart des Grecs sont favorables à l'intervention des forces armées pour empêcher le bâtiment turc « Sismik-1 » de poursuivre ses recherches en mer Égée.

Le refus de M. Soleymen Demirel de conclure un mal dernier un pacte de non-agression constitue une indication significative sur ses intentions. Le chef du gouvernement turc, qui affronte, lui aussi, la surmédiatisation de partis rivaux — y compris celui qui appartient à la coalition gouvernementale — n'entend pas céder aux injonctions de M. Caramanlis. N'ayant pas signé la convention de Genève de 1958, il entend imposer une meilleure répartition des richesses minières en mer Égée. Selon le régime actuellement en vigueur, les eaux territoriales de la Turquie ne constituent que 9 % de cette mer, tandis que la Grèce s'en est attribuée plus du tiers (33 %). En outre, le litige s'inscrit dans un contexte plus vaste qui n'a cessé d'empoisonner les rapports entre les deux capitales. Le couffin de Chypre, qui demeure dans une dangereuse impasse, risque fort de rebondir.

Les positions respectives concernant le plateau continental paraissent, certes, incommensurables. Mais un compromis n'est pas impossible si les deux parties font preuve de bonne volonté. Par un heureux hasard, les délégués au Conseil de sécurité sur l'affaire du « Sismik-1 » coïncideront, à New York, avec la session de la conférence du droit de la mer, qui s'efforce d'élaborer une nouvelle législation sur l'exploitation et sur l'exploitation de la mer.

Il faut souhaiter qu'Athènes et Ankara aient la sagesse d'attendre les conclusions des experts avant d'engager sur une voie qui mettrait en danger la paix en Méditerranée orientale.

M. Vorster tente de rassurer  
les Blancs d'Afrique du Sud

Malgré les appels répétés au retour au calme et à la reprise des cours, de nombreux incidents faisant trois morts ont éclaté, lundi 9 août, dans les banlieues africaines de Johannesburg et au Bophutatswana, Bantoustane proche du Botswana. A Alexandra, cité noire près de Johannesburg, deux jeunes gens ont été tués dans un affrontement avec les forces de l'ordre. Ils appartenaient à un groupe de manifestants qui avaient installé un barrage sur l'unique route goudronnée de la ville. A Randfontein, autre banlieue africaine de Johannesburg, la police a ouvert le feu sur une foule de manifestants, tuant un Africain et en blessant plusieurs autres.

A Mafeking, au Bophutatswana, des lycéens ont mis le feu au Parlement local et détruit de nombreuses voitures.

A Diepkloof, quartier de Soweto, et à Hammanskraal, cité africaine proche de Pretoria, des écoles ont été la cible des manifestants. A Hammanskraal, cent soixante-sept personnes ont été arrêtées.

Pour la première fois depuis le mois de juin, le premier ministre, M. John Vorster, a rompu le silence et déclaré dans une interview accordée à The Independent sud-africain To the Point : « Je n'estime pas que la conjonction des pressions intérieures et extérieures sur l'Afrique du Sud soit critique ou même grave. Au plus, on peut dire qu'elle est sérieuse. » Il a ajouté que son gouvernement « prend note des revendications » des manifestants mais que, « à aucun moment, il ne tolérera qu'on trouble l'ordre et qu'on viole les lois... »

Ce n'est pas fini...

Correspondance

Johannesburg. — D'un grand signe de la main, des policiers demandant aux voitures de ralentir. A quelques centaines de mètres commence Soweto, l'immense cité-dortoir africaine de plus d'un million d'habitants située à 15 kilomètres.

Il faut être Noir pour pouvoir y entrer. En période de calme un Blanc peut obtenir un permis. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Depuis les manifestations lycéennes du mercredi 5 août, des barrières de police contrôlent sévèrement les entrées. Les camions qui approvisionnent les magasins doivent, eux aussi, faire demi-tour. Samedi, cependant, des camionnettes ont pu venir à la sortie de la ville charger le pain et le lait qui manquaient.

Bloqués par les barrières, des journalistes blancs contemplant la ville qui s'étale au pied de collines dénudées. Une ville uniforme, avec des maisons de briques toutes semblables. Une ville sans arbres, dominée par de puissants projecteurs installés à une trentaine de mètres du sol et secoués, depuis bientôt deux mois, par des spasmes de violence.

Soweto n'a pratiquement pas connu de calme depuis les révoltes qui firent cent soixante-seize morts et plus d'un millier de blessés en juin dernier. Des écoles ont été incendiées, et la rentrée scolaire, prévue pour le jeudi 26 juillet, n'a jamais pu se faire. Pourtant, après les promesses du ministre de la justice, de la police et des prisons, M. Jimmy Kruger, le 2 août, de tenir les forces de police loin des bâtiments scolaires pendant les heures de cours, les notables de Soweto espèrent que les enfants et les jeunes gens reprendront le chemin de l'école.

Ils ne l'ont pas fait. Bien au

contraire, un conseil représentatif des étudiants de Soweto (S.S.R.C.) a décidé l'organisation d'une marche sur Johannesburg. Après plusieurs jours d'affrontements, on évalue à dix, dont deux Blancs, le nombre des personnes tuées au cours des incidents et à plus de quarante celui des blessés.

Que s'est-il donc passé ? Apparemment, le S.S.R.C. s'est lassé de défendre par des femmes. Si, dans sa plate-forme, le conseil représentatif des étudiants de Soweto dénonce le système d'éducation « basique » qui, selon lui, « domine les Noirs et en fait les instruments du régime raciste » et s'il rejette le conseil « barbon » de la ville de Soweto (U.B.C.), qu'il qualifie de « fantôme », il condamne les incendies d'écoles et demande le retour dans les établissements scolaires. Le S.S.R.C. demande également à l'association des parents d'élèves noirs — dont l'une des dirigeantes est Mme Winnie Mandela, épouse de Nelson Mandela, leader de l'African National Congress, emprisonné à vie en Afrique du Sud — de présenter au gouvernement leurs revendications. Ce que n'a pas fait la fraction la plus dure de la jeunesse noire.

Considérés par les autorités comme des « tactés », (voyous) ou des « gauchistes », ces « ultras » se réclament du « Black Power », refusent toute négociation avec les Blancs et reprochent à leurs amis leurs compromis. Ce sont eux que l'on a accusés d'avoir incendié la maison de Mme Winnie Mandela mercredi dernier. Accusation que celle-ci a réfuté en assurant : « Aucun Noir, quelle que soit son idéologie, n'aurait incendié la maison de Nelson Mandela ».

CHRISTIANE CHOMBEAU.

(Lire la suite page 2.)

L'impasse persiste  
dans l'affaire  
de l'usine nucléaire  
pour le Pakistan

M. Kissinger, qui se repose jusqu'à mercredi dans les environs de Deauville, a quitté M. Ali Bhutto, lundi 9 août, sans avoir convaincu le président pakistanais de renoncer à acheter à la France une usine de retraitement d'uranium. Le secrétaire d'Etat devait s'entretenir par téléphone mardi avec M. Sauvagnargues. Au Quai d'Orsay, où le chargé d'affaires américain à Paris a été convoqué lundi, on affirme que la France, dans cette affaire, a « respecté la réglementation internationale » et est même « allée au-delà ».

Au cours d'une conférence de presse donnée à l'aéroport de Lahore, lundi 9 août, M. Kissinger a déclaré que le Pakistan et les Etats-Unis étaient décidés à poursuivre leurs discussions sur ce sujet « afin d'éviter un affrontement ». « Les discussions entre amis peuvent être complexes », a ajouté M. Kissinger, « mais elles sont menées sans pression ni chantage... » Le secrétaire d'Etat a fait valoir que les Etats-Unis ne font pas une exception dans le cas du Pakistan, mais qu'il s'agit pour eux du problème général de la prolifération nucléaire.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Au bon beurre

On comprend le souci de M. Kissinger de vouloir préserver la position commerciale américaine en matière nucléaire. On ne sait pas si l'homme nous veut du bien, mais on sait qu'il se vend bien. On finira même, par les temps qui courent, par proposer des centrales nucléaires au marché noir. Et la France, qui s'empare déjà en matière de ventes d'armes classiques, semble décidée à occuper une bonne place dans tous ces commerces en gros et en détail à destination du tiers-monde.

Bien sûr, cette concurrence se manifeste encore en termes de morale internationale, mais, dans quelques années, la publicité aura remplacé tout ce vocabulaire désuet, et l'on verra, à l'enseigne des grandes nations, des écrivains : « Beurre, œufs, canons, atomes ».

BERNARD CHAPUIS.

L'Ulster, de la politique au « droit commun »

La situation s'est de nouveau détériorée à Belfast, où l'IRA « provisoire » a voulu marquer par des manifestations de masse le cinquantième anniversaire de l'instauration de l'internement sans jugement. Cette mesure a, en fait, été rapportée en mars dernier. Des émeutes ont cependant éclaté dans la capitale de l'Irlande du Nord, tandis que plusieurs milliers de sympathisants des « provos » réclamaient le rétablissement du régime politique, récemment supprimé, pour les détenus « républicains ».

Plus de cinquante véhicules ont été incendiés.

Belfast. — « SHANGRI-LA » : centre de masse. Choeurs de cinq masses. Durées illimitées. Rafraîchissements gratuits. C'est une des nombreuses petites annonces du genre dans un quotidien protestant de Belfast.

Les distractions et les meutes de cette capitale puritaine ont bien changé depuis 1968. Après huit ans d'attaques terroristes, essentiellement concentrées sur le centre commercial, il ne reste plus que six cinémas, deux théâtres et deux grands hôtels pour près de quatre cent mille habitants. La vie nocturne n'existe pratiquement plus dans le cœur sombre de Belfast. Par peur, on ne vient plus en ville, mais on se rend volontiers dans un de ces hôtels ou restaurants-châteaux forts qui ont poussé dans la banlieue. Pour y

diés dans la journée du lundi 9 août, et un soldat a été grièvement blessé. La maison de l'un des principaux leaders catholiques, modérés, M. Gerry Fitt, a été attaquée lundi, aux premières heures de la matinée, par la foule.

Lundi, dans la soirée, Mme Maire Drumm, vice-présidente du Sinn Féin provisoire, la branche politique de l'IRA, a été arrêtée par la police à son domicile. Dans un violent discours elle avait déclaré, dimanche, que Belfast « tomberait pierre à pierre » si le statut de prisonnier politique n'était pas rétabli.

De notre correspondant

accéder, il faut, comme partout ailleurs, se faire fouiller. Là, à l'abri des barbelés, des projecteurs et du circuit de T.V., derrière des solides murs à dix fenêtres obstruées, les classes moyennes et la bourgeoisie oublient.

Mais dans cette grande ville divisée en ghettos catholiques et protestants, les habitants des pubs de quartiers ouvriers, comme Andersonstown ou Woodvale, ne manquent pas d'aller déguster leurs pintes de bière. Même si la taverne a déjà senti et risque encore d'être prise pour cible. Là aussi, on oublie. On y boit à la santé des vivants et à la mémoire des morts, à la victoire des uns et à la défaite des autres, on tout

simplement au succès d'une équipe de football. L'armée britannique, avec leurs patrouilles et leurs mesures de sécurité, d'une part, les organisations paramilitaires, d'autre part, ont imposé aux habitants de la capitale un nouveau style de vie. Privés de tous divertissements, souvent chômeurs professionnels, craignant l'attaque de la communauté opposée, les habitants de ces ghettos se sont associés et ont décidé à la création de petits groupes de « vigilantes », origine des groupes paramilitaires puissants que sont maintenant l'IRA « provisoire » chez les catholiques, et l'UDA (Ulster Defence Association) chez les protestants.

RICHARD DEUTSCH.

(Lire la suite page 3.)

La hausse des salaires  
reste forte en France :  
4,3 % au deuxième trimestre

La hausse des salaires horaires ouvriers est demeurée forte au deuxième trimestre, 4,3 % contre 4,1 % au premier trimestre (et 4,8 % d'avril à juin 1975). Le progrès des rémunérations ouvrières s'établit ainsi à 8,6 % pour les six premiers mois de l'année, niveau presque identique aux 8,7 % constatés l'an passé à pareille époque. En pouvoir d'achat, le gain est de 3,7 % en six mois contre 3,4 % au premier semestre 1975 (et, en réalité, moins de 2 % à l'époque, vu la diminution de l'ordre de 2 % des horaires due à la crise économique du début 1975).

Cette forte poussée des salaires, contrairement aux vœux — et aux pronostics — de M. Fourcade, s'explique en partie par le relèvement du SMIC en avril et en juillet. Elle maintient la consommation à un niveau élevé. Elle nourrit aussi la hausse des prix de revient industriels, qui constitue l'un des facteurs de l'inflation française. On notera la symétrie entre la différence des rythmes de hausse des salaires et des prix en France et en Allemagne fédérale : dans les deux cas, l'allure française est deux fois et demie plus rapide que celle de l'Allemagne.

La hausse de 4,3 % des salaires horaires au deuxième trimestre s'explique en partie par la revalorisation de 6,2 % du SMIC au 1<sup>er</sup> juillet et par le relèvement des salaires les plus bas dans le bâtiment en avril. L'augmentation du SMIC le 1<sup>er</sup> juillet (supérieure à ce qu'aurait exigé la simple prise en compte de la hausse des prix) a fait progresser les salaires de façon non négligeable dans des professions telles que la couture, le blanchissage, les services de nettoyage de bureaux, le commerce de gros, l'industrie du bois. D'autre part, 1,5 million de personnes ont bénéficié du relèvement des bas salaires dans le bâtiment, l'accord signé le 14 avril prévoyant une hausse de 11 %, qui a été mentionnée dans les déclarations des entreprises pour le premier trimestre soit pour le second.

On prévoit généralement que, comme les deux dernières années, la hausse des salaires horaires se ralentira au deuxième semestre. Compte tenu de la hausse probable des prix de détail (les services officiels s'attendent à une augmentation de 0,8 % par mois en moyenne), le SMIC ne serait pas relevé avant le 1<sup>er</sup> octobre. Mais il faut tenir compte de la deuxième étape de l'accord de revalorisation du salaire minimum dans le bâtiment qui prévoit une hausse totale de 20 % entre décembre 1975 et fin novembre 1976 ; c'est donc une nouvelle hausse de 9 % qui interviendra d'ici à la fin de novembre. Enfin, certains branches professionnelles ont des clauses d'indexation des salaires quasi-automatiques lorsque les prix ont augmenté.

AL. V.

(Lire la suite page 16.)

UN GRAND AUTEUR A REDECouvrir

Stevenson  
ou le réalisme de l'irréel

R.L.S., ce sont là les initiales dont Robert-Louis Stevenson signait le plus souvent ses lettres et les préfaces de ses livres. De lui, de ce très grand auteur écossais, on ne trouvait guère en librairie, il n'y a pas si longtemps, que l'île au trésor, bien que plusieurs de ses œuvres aient été traduites en français dès 1885. Ce déplorable état de choses dura jusqu'à l'année dernière, où Pierre Leys donna, en la préface, sa remarquable traduction d'*Œuvres complètes* de Stevenson, dont Diane de Margerie a dit (le Monde des livres du 24 octobre 1975) l'intérêt et les mérites. Depuis, six nouveaux volumes des œuvres de Stevenson ont été publiés par les soins de Francis Lacassin, dans la collection « 10/18 », laquelle en promet dix-huit autres, dont quatre ou cinq inédits en français.

Robert-Louis Stevenson naît à Edimbourg, le 13 novembre 1850, d'une famille puritaine d'ingénieurs bâtisseurs de phares et de pasteurs presbytériens. « Cummy », sa nourrice, connaît une quantité de légendes catholiques et de merveilleuses histoires où les Jacobites, quelque toujours défaits, se couvrent cependant de gloire. Cummy, donc, contribue grandement à former son goût et sa sensibilité. De santé délicate — il deviendra très tôt tuberculeux — l'enfant fait, dès l'âge de douze ans, plusieurs voyages sur le continent.

LA MORT  
DE GAËTAN PICON

(Lire page 12, l'article  
de Jacqueline Piatier.)

ROLAND STRAGLIATI.

(Lire la suite page 12.)





# DIPLOMATIE

## L'AFFAIRE DE L'USINE NUCLÉAIRE POUR LE PAKISTAN

### L'impasse persiste

(Suite de la première page.)

LA FRANCE  
EST ALLÉE AU-DELÀ  
DE LA RÉGLEMENTATION  
INTERNATIONALE  
déclare-t-on à Paris

Les précisions suivantes ont été données, lundi 9 août, dans les milieux français autorisés, à la suite des déclarations attribuées à M. Kissinger au sujet de l'accord franco-pakistanaise concernant une usine de retraitement de l'uranium.

« 1) Il n'existe aucun contrat relatif à la construction d'une centrale électro-nucléaire entre la France et le Pakistan. Le dernier contrat signé concerne une usine pilote de retraitement du combustible irradié.

« 2) La négociation a duré plusieurs années entre Saint-Gobain et la commission de l'énergie atomique, et entre les gouvernements français et pakistanais.

« 3) Le gouvernement français n'a donné son autorisation qu'après la signature avec le Pakistan, le 17 mars 1976, d'un accord de coopération sur l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. Il prévoit le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui siège à Vienne. Il a été suivi d'un accord tripartite entre les gouvernements français, pakistanais et I.A.E. précisant la nature de ces contrôles.

« Cet accord avait d'ailleurs été approuvé par le conseil des gouverneurs de l'Agence de Vienne, dans lequel siège un représentant des Etats-Unis.

« 4) Non seulement cet accord stipule le contrôle de l'usine pilote par l'A.I.E.A., mais il comporte une clause prévoyant que toute usine qui pourrait être construite ultérieurement le Pakistan utiliserait le même procédé de retraitement que l'usine pilote, elle aussi, au contrôle de l'A.I.E.A.

« Le gouvernement français a donc respecté la réglementation internationale et a même été au-delà en ajoutant cette dernière clause à l'accord conclu avec le Pakistan. » — (A.F.P.)

[On notera que le litige porte seulement sur la fourniture d'une usine de retraitement, aucun engagement n'ayant été pris pour la fourniture d'une centrale, contrairement à ce que nous indiquions hier (en fait, M. Bhutto avait émis un vœu en ce sens lors de sa visite à Paris en 1975, mais aucun accord n'a été conclu). La précision qu'il s'agit d'une « usine pilote » est nouvelle. Elle signifie que sa production sera faible et destinée plutôt à la recherche, mais elle est tout de même destinée à une installation de ce type que l'Inde a pu fabriquer un an plus tôt.]

Quant au fait que le représentant américain au conseil des gouverneurs de l'Agence de Vienne ait approuvé l'accord conclu entre la France, le Pakistan et l'Agence, il ne s'agit pas d'un soutien au projet de l'Inde au fond du problème. M. Kissinger ne conteste pas que la France a le droit pour elle, et non représentante à Vienne, de ne pas accepter la fourniture de l'usine pilote, mais il conteste la conformité de ce traité de non-prolifération et les statuts de l'Agence. Ce qu'il conteste, c'est ce droit et ces statuts, qu'il estime aujourd'hui insuffisants.]

« M. Gilles Martinet, membre du secrétariat national du P.S. : « Les socialistes se sont prononcés contre le récent accord passé avec l'Afrique du Sud. C'est pourquoi nous entendons examiner avec la plus grande vigilance le projet d'établissement au Pakistan d'une usine de retraitement de combustible irradié. Cela dit, l'attitude prise par M. Kissinger dans cette dernière affaire relève d'un jeu politique qui doit être aussi mis en lumière. M. Kissinger, qui est probablement obligé de quitter prochainement la direction du State Department, veut, au cours des derniers mois de son règne, rajouter un autre « règlement diplomatique » à son dossier. »

« Le Mouvement des radicaux de gauche déclare à l'indépendance des Etats-Unis et de M. Kissinger dans les affaires internes, qu'elles soient politiques ou économiques, de ses principaux porteurs et allies. C'est une fois de plus manifestée sans vergogne, cette fois-ci au détriment de la France. En réplique, le ministre français de l'Industrie et de la Recherche est allé accueillir M. Kissinger à sa descente d'avion sur le sol français pour lui souhaiter de bonnes vacances chez nous. Espérons que le gouvernement français trouvera d'autres moyens pour protester contre de tels abus... »

« L'Humanité datée du 10 août commente « le silence embarrassé de Kissinger après la brutale insipide de M. Kissinger dans les relations franco-pakistanaïses ». Sous la signature de Claude Kress, le quotidien communiste écrit notamment : « La brutalité cynisme de M. Kissinger a été chargée, une fois encore, en toute ingérence dans les affaires d'autres pays, d'exprimer les préoccupations d'un gouvernement peu sûr de lui à l'extérieur, mais dominé par l'extérieur. Hier encore, ni l'Elysée ni Matignon n'avaient réagi devant ce chantage aux Pakistanais... »

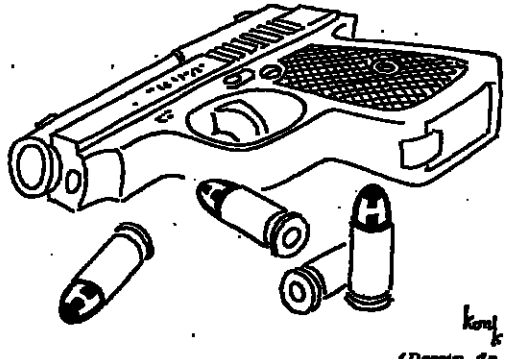
En ce qui concerne la suspension de l'aide américaine au Pakistan si ce pays maintenait sa commande à la France, M. Kissinger a déclaré qu'il était « absolument inapproprié » de spéculer sur des événements futurs : « Nous sommes venus ici en amis », a-t-il ajouté. Pour sa part, le premier ministre pakistanais a confirmé devant les journalistes que toutes les questions en discussion entre son gouvernement et les Etats-Unis avaient été réglées à l'exception de celle de l'installation d'une usine de retraitement nucléaire. « Cette question, a déclaré M. Bhutto, doit être négociée. »

A Washington, on rappelle, indique l'A.F.P., que la position exprimée par M. Kissinger n'est pas nouvelle. Le 22 juillet, le secrétaire d'Etat avait dit, à Seattle, sa résolution d'« appliquer une pression maximale pour empêcher la prolifération d'équipements de recyclage des combustibles fissiles ». Le 30 juin, le président Ford avait signé, en même temps que la loi sur l'aide militaire, un amendement adopté par le Congrès sur l'initiative du sénateur Symington et prévoyant la suspension de toute aide économique et militaire aux pays qui refusent les contrôles exigés par les Etats-Unis sur leurs installations de recyclage.

La résolution de M. Kissinger n'a, en tout cas, pas failli. Dans l'avis qu'il a émis en France, un « haut fonctionnaire » — autrement dit, le

secrétaire d'Etat lui-même — a, en effet, déclaré aux journalistes qu'il n'y aurait pas de modification dans la position des Etats-Unis, et que les Pakistanais devaient modifier la leur s'ils veulent continuer à bénéficier de l'aide américaine et se procurer aux Etats-Unis du matériel militaire, notamment des chasseurs-bombardiers A-7. La position tranchée de

vente : les Etats-Unis feraient valoir auprès de la France la nécessité d'un renforcement des garanties. Parallèlement, Washington donnerait des assurances au Pakistan en ce qui concerne sa défense et étudierait favorablement la demande d'achat de chasseurs-bombardiers A-7, tout en lui offrant, éventuellement, une proposition nucléaire.



(Dessin de KONE.)

Washington ne signifie pas que le Pakistan doive abandonner tout espoir de contrat avec la France, a précisé toutefois ce « haut fonctionnaire », laissant entendre qu'un compromis pourrait être trouvé.

Le secrétaire d'Etat américain avait précisé avant son départ de Lahore que les Etats-Unis tentent d'élaborer des principes généraux d'application à tous les pays sans distinction et suggère la mise en place d'un contrôle international similaire à ce que les Américains et les Français mettent au point pour leurs contrats de vente de centrales nucléaires. En ce qui concerne le Pakistan, le compromis pourrait prendre la forme sui-

Le communiqué commun émis à la fin de la visite de M. Kissinger à Lahore réaffirme le soutien des Etats-Unis « à l'indépendance et à l'intégrité territoriale du Pakistan, qui demeurent l'un des principaux éléments de la politique étrangère américaine ».

« M. Michel Jobert, fondateur du Mouvement des démocrates, ancien ministre des affaires étrangères : « A la faveur d'incidents comme celui-ci, les Français comprennent mieux encore l'attitude qui a été la mienne naguère, et la nécessité d'une défense vigilante de leurs intérêts. »

### A PIENCOURT Dans la « branche des banquiers » de la famille Guinness

De notre envoyé spécial

Deauville. — M. Henry Kissinger est arrivé lundi 8 août, en provenance du Pakistan, après une escale technique à Téhéran, à l'aéroport de Deauville-Saint-Germain où il a été accueilli par M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche et maire de Deauville. M. Kissinger, qui est en France à titre privé, séjourne jusqu'au mercredi 11 août chez un ami, M. Loel Guinness, financier britannique, à Piencourt, à une cinquantaine de kilomètres de Deauville. M. et Mme Guinness possèdent à Piencourt une propriété de 140 hectares comportant notamment un haras et un terrain de golf. Le haras compte une trentaine de chevaux de course mais plusieurs sont des « pensionnaires » appartenant à d'autres propriétaires, tel que M. Niarcho, l'armateur grec.

M. Guinness, qui a été membre du Parlement britannique de 1951 à 1964 et qui a combattu dans la R.A.F. pendant la guerre, se décrit lui-même comme faisant partie de la « branche des banquiers » de la famille Guinness par opposition à la « branche des brasseurs », ses cousins, qui fabriquent la bière portant leur nom. M. et Mme Guinness avaient rencontré M. Kissinger il y a quelques années à Acapulco, au Mexique.

La centaine d'estivants massés devant l'aéroport semblait se soucier assez peu du chantage américain vis-à-vis du Pakistan et contemplant le secrétaire d'Etat américain avec curiosité, mais sans hostilité. Les conversations portaient plutôt sur la sécheresse, dont les effets dans les champs voisins sont particulièrement visibles. En revanche, les journalistes présents, et surtout les photographes de presse, tenus trop loin à leur gré de M. Kissinger par les services de sécurité, ont manifesté assez bruyamment leur mécontentement. Quelques boucassades se sont produites avec les policiers français gardant l'aéroport.

DOMINIQUE DHOMBRES.

### Italie

#### NOUVEAU MAIRE DE ROME

##### M. Argan entend s'attaquer à la « crise d'identité » de la capitale

De notre envoyé spécial

Rome. — A 22 heures, le cloche du Capitole a annoncé aux Romains l'élection de leur nouveau maire depuis la libération, le premier qui ne soit pas démocrate-chrétien et qui représente une majorité laïque. M. Giulio Carlo Argan, à 58 ans, le premier tour de scrutin, recueillit 39 voix communistes, socialistes et social-démocrates, contre 27 bulletins blancs exprimant l'abstention de la démocratie chrétienne. Ainsi, sur le plan municipal, s'est manifesté le même accord qu'au niveau national : entre démocrates-chrétiens et communistes, tout semble indiquer que des arrangements précis ont été pris officiellement et que jusqu'à présent les partenaires entendent s'y tenir.

L'élection de M. Argan n'était pas attendue aussi rapidement. Il lui manquait, en effet, deux voix pour obtenir la majorité absolue dans un conseil municipal de quatre-vingt membres. Mais l'absence de six conseillers, dont MM. Andreotti et La Malfa, a permis d'abaisser à trente-huit la barre de la majorité.

Si M. Argan a été élu comme indépendant de gauche sur la liste communiste, les responsables du P.C.I. ne cachent pas leur espoir que la démocratie chrétienne rejoindra la majorité municipale au cours des prochains mois. Les problèmes à régler sont, en effet, colossaux, à commencer par celui du budget en déficit de 4300 milliards de lire. Dans son allocution, le nouveau maire de Rome a fait allusion à « l'accord constitutionnel » signé avant son élection par les partis qui le soutiennent.

« C'est une soit permis, a-t-il dit, de rappeler que cette cité, centre du monde catholique, exemple suprême d'une communauté dépositaire et porteuse des plus hautes valeurs de l'esprit, a été en Europe le modèle de la capitale d'Etat, et donc du système moderne de distribution et de gestion des pouvoirs politiques. (...) Rome souffre d'une crise d'identité, du contraste entre son rôle de centre international et la misérable condition de vie d'une grande partie de ses habitants que l'expansion même de la cité a reléguée dans la misère honteuse des bidonvilles. »

Le nouveau maire de Rome a été, ces dernières années, au centre de contestations parfois véhémentes, de la part d'artistes

et même d'artistes politiques. Né à Turin, en 1909, il a, pendant vingt-cinq ans, été fonctionnaire de l'administration des beaux-arts avant d'arriver à la présidence du conseil supérieur des antiquités et des beaux-arts. Il a enseigné l'histoire de l'art, médiévale et moderne, à Turin en 1934, à Pérouse en 1955, puis à Rome en 1959. Socialiste et marxiste convaincu, il s'est rapproché du parti communiste ces dernières années, sans pourtant y adhérer. Il co-dirige l'art comme un fait rationnel et une technique et non comme un instinct, comme l'expression d'une société, et non comme le privilège d'une élite. Ses principaux ouvrages concernent l'architecture préromane et romane, Baroque et l'architecture baroque, Gropius et le Bauhaus (1). On peut s'attendre à ce qu'il s'attaque vigoureusement à certains problèmes qui, depuis des années, attendent une solution, notamment la préservation du centre historique de Rome et des propriétés d'Etat étrangères au cœur de la ville.

À l'été 1977, les conseils des vingt-sept circonscriptions de Rome, nouvelle organisation équivalente aux arrondissements de Paris, seront élus au suffrage universel direct. C'est le terme qu'on donne généralement pour la confirmation ou l'effacement de la gestion de M. Argan.

JACQUES NOBECOURT.

### Irlande du Nord

#### De la politique au « droit commun »

(Suite de la première page.)

Il faut hâtivement équiper ces « volontaires ». De l'aide spontanée, on est rapidement passé à la collecte hebdomadaire et hebdomadaire. Les vols à main armée et les attaques de banques ont servi à financer l'achat d'armes, d'uniformes et d'explosifs. En principe, l'argent va être directement dans les coffres du mouvement, mais certains résistent mal à la tentation et filent à l'étranger avec des bulins considérables. L'U.D.A. a décidé de pratiquer le système du 50 % : une moitié pour les auteurs du hold-up, le reste pour l'association.

Parmi les différentes activités (patrouilles, assassinats, attentats à la bombe, etc.), ces organisations ont en fait leur revient l'attaque des banques, à leurs membres emprisonnés et à leurs familles. Chaque semaine, il faut déboursar plusieurs milliers de livres. Étant donné les donations, les ventes de journaux n'y suffisent pas. On organise des tombolas et on se lève dans le « big business », c'est-à-dire le racket. Pour une somme « modique » de 500 £, les Nord-Irlandais protègent votre bar, votre boutique, votre maison et votre santé. Pour un prix convenu, on peut aussi faire sauter une maison, sans que l'on s'en rende compte. Grâce à une loi de 1971 (1), le propriétaire est dédommagé par le gouvernement britannique. Une fois l'indemnisation perçue, il peut se faire reconstruire, ailleurs, un magasin moderne, par ses « associés » les manieurs de plastique.

Les meilleures recettes se font chaque soir dans les pubs clandestins : ces « shebeens », chers aux Irlandais, à la fois des gardiens de la loi, on boit jusqu'à l'aube, même si on n'a pas 18 ans. La plupart des débits de boissons légaux ne vendent pas, en principe, d'alcool après vingt-deux heures et sont fermés le dimanche. Ils pratiquent de plus des tarifs fort élevés. Dans une certaine « shebeens » (accroche-salles, cinémas ou boutiques désaffectées, voire maisons particulières) on fait grande consommation d'alcool et de cigarettes, sans se poser de question sur leurs origines. On a même la délicatesse de ramener les camions de livraison avec toutes les bouteilles vides.

On pourrait croire que la présence de plus de quarante mille soldats britanniques fait la fortune des albergistes et des péripatéticiens. Erreur. Après les assassinats, en 1972, de plusieurs militaires en civil, les permissions dans la province sont supprimées, et, pendant quatre mois, le « big business » se voit confiné dans un baraquement de fortune, condamné à regarder la télévision. Avant les opérations de patrouilles, même les pintes de bière lui sont

complètes. Il doit donc se contenter de réchauffer le camp aux jolies Irlandaises. En Ulster, le repos du guerrier est stoïque. Les « shebeens », les salons de massage et le whiskey (2) « libérés » ne sont pas pour lui. En février dernier, le secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, M. Merlyn Rees, a formellement démenti aux Communes que le gouvernement britannique ait ouvert des maisons de passe à Belfast dans le cadre de ses services de renseignements.

#### Le Chicago des années 20

Du côté de ceux qui exploitent la situation, on a vécu pendant quelque temps dans l'atmosphère des films de gangsters de la grande époque : voitures puissantes, costumes voyants, gardes du corps, maîtresses. On a joué gros et on a bu sec. Il y eut de sanglantes vendettas pour quelques pâtés de maisons. Seule différence avec le Chicago des années 20, on se battait aussi pour régler quelques querelles idéologiques.

Depuis le début de 1976, une certaine évolution se fait jour. Dans l'I.R.A., comme dans l'U.D.A., on tente de se séparer, en partie, dans le social, et on cherche à acquiescer à certaines respectabilités. S'il est vrai que l'I.R.A. intérieure, le Sinn Féin, son aile politique, est parfaitement légale, tout comme l'est l'U.D.A. A ce titre, des membres des deux organisations se rencontrent parfois pour discuter de problèmes communs ou de l'établissement de coopératives de quartiers. L'U.D.A., sous la direction de son commandant en chef, M. Andy Tyrre, cherche à améliorer le sort des habitants des rues protestantes et à se débarrasser de son image paramilitaire. Elle suit en cela les traces du Sinn Féin, qui grâce à sa coopération, a acheté très légalement, dans l'ouest de Belfast, une grande auberge, un supermarché, un cinéma, une chaîne de boulangeries et dirige aussi une entreprise de construction.

Dans les deux grandes artères de Falls Road (catholique) et de Shankill Road (protestante), une flotte de taxis noirs remédie à un service irrégulier d'autobus. Les bénéfices vont en partie aux activistes des deux bords. Mais plusieurs conseillers municipaux sont émus de ce capitalisme soudain et ont refusé de délivrer des permis de construire ou des licences à des établissements commerciaux, directement ou non, par des paramilitaires.

Il faut aussi compter avec toute la pègre venue de la métropole, les amateurs et les faussaires qui ont une part du gâteau. Ils sont imités par

toute une jeunesse élevée dans la violence et pour qui il est normal de « braquer » un marchand de sucettes. Les attaques de banques augmentent sans cesse : il y en eut mille trois cent vingt-quatre en 1975. Butin : 572 085 livres. Pendant les quatre premiers mois de l'année 1976, il y a eu trois cent vingt vols à main armée (200 046 livres). Il y a pas de marché aux voleurs comme à Saigon, ni à proprement parler de marché noir. Mais six mille voitures environ sont volées chaque année. Elles ne servent pas toutes à fabriquer des voitures piégées et un bon nombre part discrètement en Grande-Bretagne. Dans certains bars, on peut se procurer télévisions en cordons, chaînes hi-fi, etc. à des prix défiant toute concurrence. Pour quelques livres et un prix d'ami on peut aussi trouver quelques armes dérobées d'un genre...

Il apparaît de plus en plus que, dans la vie politique du temps présent, les organisations paramilitaires sont débordées par le banditisme qu'elles condamnent pourtant. L'adhésion du secrétaire d'Etat britannique, M. Rees, considère que la violence actuelle, comme sous le couvert d'idéaux politiques, n'est que du gangstérisme pur et simple. Aussi a-t-il décidé qu'à partir du 1<sup>er</sup> mars 1976, il n'y aurait plus de détections politiques. La décision de réintroduire en force la police dans les rues de la capitale pour faire respecter, à nouveau, « la loi et l'ordre » montre qu'il a l'intention d'assainir la ville qui se flétrit avant les « troubles » d'avoir le taux de criminalité le plus bas du Royaume-Uni. En attendant, au centre de la cité, le pub, qui affiche « Strong-Tone Intégral entre une heure et deux heures de l'après-midi », est bondé. Le ville est tellement déprimante !

RICHARD DEUTSCH.

(1) Criminal Injuries to Property Compensation Act (Northern Ireland).  
(2) Version irlandaise du whiskey.

« Précision. — A la suite de notre information sur la note officielle à propos du statut de Berlin et des élections européennes (Le Monde du 6 août), M. Feldt, chef du bureau d'information du Parlement européen, nous précise que M. Schulz, représentant de Berlin-Ouest au Parlement européen, n'est pas désigné directement par le Sénat de Berlin-Ouest pour siéger dans cet organisme, comme nous l'écrivions. Il est en fait désigné par le Sénat pour représenter la ville au Bundestag de Bonn, lequel, son tour, l'a désigné pour siéger au Parlement européen.

## EUROPE

# DIPLOMATIE

DOSSIER

## La cinquième conférence « au sommet » des pays non alignés

C'est lundi prochain 15 août que Mme Sirimavo Bandaranaike, premier ministre de Sri Lanka, ouvrira à Colombo la cinquième conférence « au sommet » des pays non alignés. Plus de cent chefs d'Etat, de gouvernement ou ministres participeront à ces assises, représentant notamment sept pays de plus qu'au précédent « sommet » d'Alger en 1973 : il s'agit notamment des anciennes colonies portugaises devenues indépendantes, des Comores, des Seychelles et de la Corée du Nord. En outre, l'organisation de libération de la Palestine siègera pour la première fois comme membre à part entière en la personne de M. Yasser Arafat. Un nouveau pays européen fera figure d'« invité », la Suisse, tandis que le Chili, dont le régime a été condamné par presque tous les pays membres, n'a pas reçu d'invitation. Le Vietnam républicain, qui remplace l'ancien G.R.P. sud-vietnamien, sera représenté par M. Pham Van Dong, premier ministre.

La conférence devra d'abord se prononcer sur l'octroi du statut d'observateur aux Philippines, au Portugal et à la Roumanie. Si un

grand nombre de pays non alignés soutiennent ces candidatures par sympathie pour leur politique étrangère, d'autres, comme l'Inde, y sont hostiles du fait de la participation de ces pays à des alliances militaires : OTASE (l'OTAN) de l'Asie du Sud-Est pour les Philippines, OTAN pour le Portugal et pacte de Varsovie pour la Roumanie.

Le comité de coordination ou bureau du mouvement, créé à Alger, siège depuis le lundi 9 août à Colombo, au niveau des ambassadeurs. Fort de dix-sept membres (Algérie, Cuba, Guyana, Inde, Koweït, Libéria, Malaisie, Mali, Népal, Pérou, Sénégal, Somalie, Sri Lanka, Syrie, Tanzanie, Yougoslavie, Zaïre), il joue pratiquement le rôle de secrétariat du mouvement. Du 11 au 14 août, les ministres des affaires étrangères étudieront les cinq documents officiels distribués aux participants. Ils concernent l'ordre du jour de la conférence, l'ébauche d'une déclaration politique et économique, ainsi qu'un programme d'action.

Né en 1956 de la rencontre à Brioni du Yougoslave Tito, de l'Indien Nehru et de l'Égyptien Nasser, qui souhaitaient prolonger la ren-

contre historique, l'année précédente, des pays du tiers-monde à Bandung, le mouvement des pays non-alignés s'est d'abord voulu, sous l'impulsion du maréchal Tito, un rassemblement des États qui voulaient échapper à la guerre froide entre l'Est et l'Ouest. Aujourd'hui, il ne signifie pas seulement un refus de s'aligner sur les blocs économiques et militaires constitués après la seconde guerre mondiale, mais, comme l'affirment ses représentants, d'une volonté de lutter contre toutes les formes d'impérialisme et de colonialisme, de réduire la dépendance économique dans laquelle le tiers-monde se trouve à l'égard des puissances industrielles. Les pays non alignés réclament en conséquence :

- 1) Une démocratisation des relations internationales permettant de participer aux décisions actuellement prises par les seules grandes puissances ;
- 2) La renouciation à l'usage de la force entre États, la dissolution des blocs militaires et la réunion d'une conférence mondiale du désarmement ;
- 3) Le renforcement des Nations unies comme mécanisme permettant de régler les

grandes controverses internationales et de promouvoir un nouvel ordre économique mondial.

4) Enfin, un programme de coordination comportant notamment une action conjointe pour révaloriser les prix des matières premières et donner aux petits pays une position de négociation plus favorable face aux investissements étrangers et aux sociétés multinationales.

Ces deux derniers points ont fait apparaître une identité croissante de vues et d'actions entre les pays non alignés et le groupe dit « 77 ». Ce dernier compte maintenant cent treize membres (tous les pays en développement membres de l'ONU) et cherche à obtenir des Nations unies et des organisations qui en dépendent un accroissement considérable de l'assistance octroyée par les pays industrialisés et l'acceptation par ces derniers d'un nouvel ordre économique international plus juste. S'assignant le même objectif, le mouvement des pays non alignés ne cesse partout où il exerce une influence, de relay les efforts des « 77 », qu'il soutient sans réserve.

JEAN SCHWGBEL

## D'ALGER A COLOMBO : un bilan positif

« Malgré les succès incontestables enregistrés par notre lutte sur le plan international, et peut-être même à cause d'eux, les dangers qui nous menacent sont loin d'être imaginaires. Chaque affirmation nouvelle de notre force et de notre solidarité a naturellement entraîné un durcissement des efforts tendant à nous déstabiliser et à freiner notre marche vers l'établissement d'un nouvel ordre mondial plus conforme à nos aspirations et dans lequel pourront se réaliser nos espérances. » Cette déclaration de M. Abdelaziz Bouteflika, ministre algérien des affaires étrangères, au bureau de coordination des non-alignés, dresse, en raccourci, le bilan du mouvement des non-alignés pendant ces vingt années d'existence, mais plus particulièrement du « sommet » d'Alger à celui de Colombo.

En 1961, lors de leur premier « sommet » à Belgrade, les pays non alignés qui ne sont qu'une vingtaine, refusaient déjà d'être « marginaux » par l'Occident. Alors que la guerre froide sévit encore, ils rejettent la division du monde en deux blocs antagonistes. Mais leur principal problème à l'époque est la décolonisation ou l'indépendance politique. Dès le deuxième « sommet » (Le Caire, 1964), alors que les Super-Grands commencent à s'engager dans la coexistence pacifique, le tiers-monde met l'accent sur sa volonté

d'acquiescer l'indépendance économique et de ne pas faire les frais de l'entente entre Moscou et Washington. Dans son discours inaugural, le président Nasser déclare : « Nous ne voulons pas que la division du monde en un bloc occidental et un bloc oriental prenne fin pour que les deux blocs plus dangereux, surviennent à leur place : un bloc de pauvres et un bloc de riches, un bloc de développés et un bloc de sous-développés, un bloc septentrional qui a droit à la prospérité et un bloc méridional qui n'a pour tout lot que la privation, un bloc de Blancs et un bloc d'hommes de couleur. »

Après les temps forts de Bandung, de Belgrade et du Caire, le mouvement s'essouffait un peu. Les bouleversements provoqués par la guerre de six jours, en 1967, la prolongation puis l'extension du conflit vietnamien, les soubresauts en Amérique latine, entraînaient l'ajournement du troisième « sommet », lequel, lorsqu'il se tient finalement à Lusaka, en 1970, passe pratiquement inaperçu. Mis à part le maréchal Tito, les « pères » du non-alignement et ses principaux témoins, Nasser, Nehru, Khrushchev, U Nu, Sukarno — sont morts ou ont été écartés de la scène politique. En outre, le tiers monde — dont la voix souvent crie dans le silence de la coexistence pacifique, le tiers-monde met l'accent sur sa volonté

industrielle. Il est vrai que, si les non-alignés — ce syndicat des nations pauvres — ne s'étaient pas réunis régulièrement pour réclamer le respect de leurs droits, la plupart des forces vives des États industrialisés leur aurait été encore plus défavorable.

Le mouvement a besoin de revisiter sa philosophie, d'intensifier son action et de rendre crédible son défi aux pays riches. A partir du « sommet » d'Alger (septembre 1973) et sous la présidence de M. Boumedienne, il va trouver son second souffle. A la guerre d'octobre, qui a permis au monde arabe de laver son humiliation de 1967, s'est ajoutée la guerre du pétrole, dans laquelle le tiers-monde est devenu une force majeure. Pour la première fois, les pays producteurs fixent eux-mêmes leurs prix et ils les augmentent d'une façon substantielle.

Profitant de ces succès, l'Algérie

### La réaction des Grands

Le pari du président Boumedienne — qui fut aussi celui des autres présidents en exercice du Mouvement — a consisté à maintenir la cohésion de cet ensemble disparate en mettant l'accent sur ses dénominateurs communs : la lutte pour la dignité, la faiblesse de chacun des pays sous-développés face à un Occident industrialisé, sûr de lui et dominant, leur désir, en dépit de leurs divergences idéologiques, de n'être inféodés à aucun bloc. Mais en insistant sur l'importance du dialogue Nord-Sud, sur le fossé existant entre riches et pauvres, le tiers monde, en signifiant que cette réalité dominait la vie internationale au cours du dernier quart de siècle, il ne pouvait manquer de mécontenter à la fois Moscou et Washington.

Le Kremlin réagit le premier : à la veille du « sommet » d'Alger, M. Brejnev adressa à M. Boumedienne un vigoureux message contenant son analyse, qu'il jugeait plus proche des vœux de la Chine que de celles de l'U.R.S.S. Depuis, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, l'U.R.S.S. s'efforce de montrer que le camp socialiste est l'allié objectif du tiers-monde. Quant aux États-Unis, ils ont souvent, à l'occasion de rencontres internationales, défendu des positions diamétralement opposées à celles des non-alignés.

Les Super-Grands n'acceptent guère, en réalité, que les règles du jeu soient établies dans le cadre du partage théorique de leurs zones d'influence soient bafoués en brèche par des pays qui se situent hors du cadre de l'ONU. Face à cette situation, Washington et Moscou ont cherché d'abord à reprendre en main leur camp respectif puis à étendre leur emprise sur leur influence sur des pays et des forces politiques situés à la périphérie de leur sphère d'influence.

Les stratégies du non-alignement ont en un double but. Au sein du mouvement : obtenir que

chacun arrondisse les angles pour empêcher un divorce entre pays conservateurs et pays progressistes ; à l'extérieur : présenter un front uni, en particulier à la conférence Nord-Sud, pour obliger l'« impérialisme » à substituer le dialogue à l'affrontement. Les non-alignés ne demandent pas, pour assurer l'abolition du capitalisme ; ils suggèrent que le système économique libéral fasse des concessions et s'adapte aux réalités nouvelles — comme il a su le faire dans le passé. Ils estiment enfin que le dialogue Nord-Sud peut réussir s'il est sous-tendu par une réelle volonté politique.

La situation depuis dix-huit mois les conduit cependant à s'interroger. Pour sa part, le président Boumedienne affirme que les États-Unis et l'Occident ne peuvent pas continuer à faire dans le passé. Ils estiment enfin que le dialogue Nord-Sud peut réussir s'il est sous-tendu par une réelle volonté politique.

La situation depuis dix-huit mois les conduit cependant à s'interroger. Pour sa part, le président Boumedienne affirme que les États-Unis et l'Occident ne peuvent pas continuer à faire dans le passé. Ils estiment enfin que le dialogue Nord-Sud peut réussir s'il est sous-tendu par une réelle volonté politique.

La situation depuis dix-huit mois les conduit cependant à s'interroger. Pour sa part, le président Boumedienne affirme que les États-Unis et l'Occident ne peuvent pas continuer à faire dans le passé. Ils estiment enfin que le dialogue Nord-Sud peut réussir s'il est sous-tendu par une réelle volonté politique.

### De nouveaux problèmes

En faisant de quelques pays les « riches des pauvres », la hausse du prix du pétrole a mis en évidence de nouveaux problèmes. Elle a montré qu'on pouvait disposer de sommes fabuleuses et demeurer sous-développé. Il est vrai que les choix de développement ne sont pas éternels. Ils relèvent implicitement d'un choix idéologique et contribuent, en outre, à influencer les décisions politiques dans la même direction. Le non-alignement ne risque-t-il pas, dès lors, d'être de plus en plus limité entre deux modes de développement, deux types de civilisation ?

Un des principes du mouvement est de refuser la candidature des pays ayant sur leur sol des bases militaires étrangères ou appartenant à des alliances. Mais le fait, aujourd'hui, pour un pays membre, d'ouvrir ses portes aux sociétés multinationales ne présente-t-il pas des risques analogues à ceux que représentaient

### La France : une image qui se dégrade

Quel changement en trois ans ! Pendant le « sommet » d'Alger, en 1973, on entendait souvent dire dans les couloirs du palais des nations : « De Gaulle aurait pu figurer, ici, en bonne place. » Un silence, puis on ajoutait : « Et même Pompidou, au fond. Bien sûr, ce n'est pas de Gaulle, mais il résume nos pressions intérieures et extérieures et continue à défendre une politique d'indépendance nationale. »

A l'époque, les autorités algériennes avaient fait saisir des cartes éditées par des mouvements de libération africains et qui représentaient des bombes françaises larguées par les « colonialistes » sur les Noirs d'Angola, du Mozambique, de Rhodésie et d'Afrique du Sud. Les Algériens avaient expliqué que la politique ambiguë et souvent conservatrice pratiquée par la France en Afrique noire était compensée par les positions courageuses de Paris vis-à-vis des États-Unis, du conflit israélo-arabe, etc., et qu'il convenait d'en tenir compte.

Au cours de séances à huis clos, il s'était produit quelques scènes significatives. Ainsi, lorsque des délégués asiatiques avaient réclamé une vigoureuse condamnation des essais nucléaires dans le Pacifique, les représentants de pays arabes et africains au demeurant très militants — avaient pris la défense de la force de frappe française. « Soyez logiques, disaient-ils, de Gaulle et Mao Tse-toung ont cassé le monopole nucléaire américain-soviétique, et leur politique anti-blocs va dans le sens du non-alignement. Ne serait-il pas avisé de se montrer nuancé à l'égard de Paris ? »

Le problème des Comores et de Djibouti était-il soulevé en commission, des voix s'élevaient aussitôt pour modérer les termes des résolutions. « La France, rappelaient-elles, a pris l'initiative de décoloniser en 1958. Il y a bien eu la guerre d'Algérie, mais, une fois la paix rétablie, de Gaulle a tenu à don-

ner un caractère exemplaire à la coopération bilatérale. » La France de Pompidou avait bénéficié de cette aura. M. Giscard d'Estaing lui-même recueillait en 1974 et 1975 le soutien et les louanges quasi unanimes des pays en développement pour avoir su, avec adresse et obstination, engager le dialogue Nord-Sud.

Depuis quelques mois, d'Addis-Abeba à Dar-es-Salaam, d'Alger à Colombo, la France de M. Giscard d'Estaing ne cesse d'être sur la sellette. Djibouti, Mayotte, la vente de contrats nucléaires à l'Afrique du Sud, lui valent des condamnations. Le comportement de Paris dans des affaires comme celle de l'Angola, avant son accession à l'indépendance, et celle du Sahara occidental est critiqué par ceux-là mêmes qui, en 1973, étaient ses meilleurs défenseurs. Même les pays modérés qui font partie des filets, s'abaissent à se hasarder guère à défendre la politique française à l'O.U.A. ou aux non-alignés. Les flèches qui lui sont décochées sont parfois plus acérées que celles qui sont habituellement destinées à l'« impérialisme américain », à la R.F.A. et au Japon.

Les États-Unis, nous a ainsi expliqué un délégué africain qui participait à la dernière session du bureau de coordination des pays non alignés à Alger, ne cherchent pas à se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas. M. Helmut Schmidt n'a jamais tenté de faire croire qu'il avait repris à son compte la politique d'indépendance nationale du général de Gaulle. La France d'aujourd'hui, poursuit-il, se laisse interloquer, défend le dialogue Nord-Sud, mais elle se rapproche de plus en plus des États-Unis ; elle parle d'équilibre, mais ses sympathies vont à l'évidence aux régimes conservateurs ; elle prétend jouer un rôle de trait d'union, mais elle revient à petits pas dans le giron atlantique. La déception éprouvée est grande. — P. B.

### Les participants aux cinq « sommets »

#### ● BELGRADE (1<sup>er</sup> au 15 septembre 1961) : 25 pays

Afghanistan, Algérie, Arabie Saoudite, Bénin, Bangladesh, Brésil, Cameroun, Congo, Cuba, Ceylan, Chypre, Congo, Cuba, Éthiopie, Ghana, Guinée, Inde, Indonésie, Irak, Liban, Mali, Maroc, Népal, République arabe unie (Égypte et Syrie), Somalie, Soudan, Tunisie, Yémen, Yougoslavie.

OBSERVATEURS : Bolivie, Équateur, Brésil (décommandé à la dernière minute à la suite de la démission du président Quadros), gouvernement provisoire de la République algérienne (reconnu de jure) par cinq pays).

#### ● LE CAIRE (5 au 10 octobre 1964) : 47 pays

Vingt-deux nouveaux pays s'ajoutent à ceux qui étaient présents à Belgrade : Angola (F.N.L.A.), Burundi, Cameroun, Dahomey, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Libéria, Libye, Malawi, Mauritanie, Nigeria, Ouganda, Rép. Centrafricaine.

caline, Sénégal, Sierra Leone, Syrie, Tadjikistan et Zambie, Tchad, Togo, Zambie.

#### ● LUSAKA (8 au 10 septembre 1970) : 53 pays

Sept absents parmi les participants du Caire : Bénin, Cameroun, Angola (F.N.L.A.), Dahomey, Jordanie, Malawi et Tanzanie-Zanzibar.

OBSERVATEURS : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Finlande, Jamaïque, Trinidad et Tobago, Uruguay, Venezuela, Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), et Ligue arabe.

#### ● ALGER (4 au 9 septembre 1973) : 75 pays

Les cinquante-trois participants de Lusaka, plus quatre des absents (Birmanie, Cambodge, Dahomey et Jordanie) et dix-huit nouveaux pays : Argentine, Bangladesh, Bahreïn, Émirats Arabes Unis, Gabon, Gambie, Haute-Volta, Madagascar, Malte, Maurice, Niger, Oman, Pérou, Qatar, Vietnam du Sud (G.R.P.).

OBSERVATEURS : Barbade, Bolivie, Brésil, Équateur, Mexique, Panama, Uruguay, Venezuela, plus quatorze mouvements de libération et quatre représentants d'organisations internationales.

#### ● COLOMBO (16 au 19 août 1976) : 82 pays

Les soixante-quinze membres de la conférence d'Alger (le Sud-Vietnam (G.R.P.) est remplacé par la République sociale du Vietnam) moins le Chili (dont le régime a été condamné par tous les non-alignés), et huit nouveaux pays : Angola, Cap-Vert, Comores, Corée du Nord, Guinée-Bissau, Mozambique, République démocratique de Sao-Tomé et Principe, Seychelles.

— L'O.L.P. sera pour la première fois membre à part entière.

— Une dizaine de pays (dont les Philippines, le Portugal et la Roumanie sous réserve de ratification par la conférence) et onze organisations non gouvernementales seront présents à titre d'observateurs et quatre pays à titre d'invités (Autriche, Finlande, Suède et Suisse).

## A TRAVERS LE MONDE

### Cambodge

LE GOUVERNEMENT KHMER a décidé d'établir des relations diplomatiques avec la Finlande et la Grande-Bretagne, a annoncé, lundi 9 août, le radio de Phnom-Penh. De sources britanniques, on annonce que pour des raisons d'économie, la Grande-Bretagne n'envisage pas d'établir une mission diplomatique permanente à Phnom-Penh, mais compte y accréditer son ambassadeur à Pékin. — (A.F.P.)

### Égypte

L'AUTENTAT à la bombe, qui a fait une quinzaine de blessés, dimanche dernier, au Caire, émanait d'un groupe d'extrême gauche, a été annoncé, lundi 9 août, la télévision égyptienne. Il a reconnu être l'auteur de l'attentat et il a également affirmé que les explosifs lui étaient été remis récemment à Benghazi, en Libye, par le capitaine Saad Chibani, des services spéciaux libyens, et qu'il avait reçu, pour les déposer au Caire, le premier versement d'une somme équivalant à 13 000 francs français. — (Corresp.)

### États-Unis

COMPAGNONS DE PATRIE. CIA REARMS dans l'armée

symbolisme de libération, William et Emily Harris ont été reconnus coupables, lundi 9 août, de rapit avec intention de vol par un jury de Los Angeles après huit jours et demi de délibérations. Le jury a retenu cinq chefs d'accusation contre eux, mais les a acquittés de six charges d'agression à main armée. Les Harris sont passés de la prison à la vie. — (Euter.)

### Kenya

SOIXANTE-DIX RESSORTISSANTS KENYANS libérés par les autorités ougandaises sont arrivés, lundi 9 août, à la frontière entre les deux pays. Ces personnes, en majorité des enfants, auraient été arrêtées le 19 juillet dernier à Kampala, alors qu'elles tentaient de gagner le Kenya. — (A.F.P.)

### R. D. A.

HERBERT DRABANT, l'ancien « Oberscharführer » (adjudant) SS, a été condamné lundi 9 août à la prison à perpétuité par un tribunal de Berlin-Est pour avoir participé à l'exécution de plus de quatre mille civils soviétiques pendant la seconde guerre mondiale. Jusqu'à son arrestation, en janvier 1975, le condamné avait dirigé le service du courrier dans une entreprise pétrochimique est-allemande. — (A.F.P.)

هكذا من الأمل



pays non alignés

## POLITIQUE

Les réactions dans la majorité  
aux déclarations de M. Lecanuet

M. Dominati : il n'y a pas de remous

M. Jacques Dominati, secrétaire général des républicains indépendants, interrogé sur TF1 lundi 9 août sur l'appel lancé par M. Lecanuet à la « discipline contractuelle » des Français (le Monde du 27 juillet), a déclaré : « Je crois que c'est l'affaire de tous les Français et qu'il y a un problème d'équité d'abord, de répartition de richesses, et il y a un problème de discipline, et je crois que si cette discipline, comme l'a dit le premier ministre, n'est pas une auto-discipline, nous en sortirons difficilement. (...) Je crois que les Français ont beaucoup de bon sens, et chaque fois nous nous en sommes tirés grâce au bon sens populaire et non par des critiques et aux démentis systématiques. »

En réponse à une question sur les « remous » enregistrés au sein de la majorité, M. Dominati a précisé : « Il n'y a pas de re-

mous dans la majorité sur le plan de la stratégie politique. Il est vrai que sur certaines réformes il y a dans la majorité, aussi bien chez nous, républicains indépendants, qu'au F.D.R. et ailleurs, certains de nos amis qui sont plus prudents. Mais le plus important, c'est peut-être de remarquer que malgré les difficultés que nous rencontrons, le président de la République continue cette politique de réformes, et cela me paraît très important parce que cela prouve tout simplement que le pays est gouverné, j'allais dire à long terme, et non pas simplement en fonction de tel ou tel événement ou telle ou telle conjoncture qui peut être éphémère. Alors la majorité est pour le président de la République son appoint solide pour ses réformes et pour sa politique à long terme et je crois pouvoir dire que le pays en est très conscient. »

M. Guéna : les tensions remettent en cause la validité des institutions

M. Yves Guéna, secrétaire général du F.D.R., répondit lundi 9 août, au micro d'Europe 1, aux déclarations de M. Jean Lecanuet en faveur d'une « nouvelle majorité ». « La majorité, a-t-il dit, se constitue lors de l'élection présidentielle et, en l'espèce, le F.D.R. est fidèle à ses partenaires et au président de la République. Et je crois qu'en maintenant des tensions au sein de la majorité on la mine, on remet en cause la validité des institutions, ce sont des jeux de

passé, et on n'ajoute rien à l'autorité du président dans le pays. Pourquoi une nouvelle majorité ? Il y a une majorité, et c'est très bien ainsi. »

M. Lecanuet avait, d'autre part, dénoncé ceux qui font du « système gaulliste », M. Guéna a répondu : « Nous ne nous demandons jamais, nous F.D.R., ce qu'aurait fait le général dans la même situation. Ce serait évidemment ridicule, absurde et stérile. Nous demandons, dans une situation donnée, si ce qui est décidé est conforme aux leçons fondamentales du gaullisme, qui sont l'indépendance nationale et la progrès. »

Comme on lui demandait si, selon lui, M. Lecanuet avait « le feu vert » de l'Elysée, le secrétaire général du F.D.R. a déclaré : « M. Lecanuet est en mesure de se déterminer par lui-même. »

M. Guéna s'est élevé contre la perspective d'un régime présidentiel. « Actuellement, a-t-il dit, la pratique constitutionnelle est absolument impeccable. Il y a des gens de bonne volonté, qui pensent que, si on avait un régime présidentiel, c'est un président qui gouvernerait de son côté et une sorte d'assemblée qui le contrôlerait. C'est absolument irréaliste. Ceux qui réclament un tel régime ne réalisent pas qu'ils se rendent compte qu'il n'y a pas de solutions possibles aux crises de ce genre. »

M. Claude-Gérard Marcus, député U.D.R. de Paris, a déclaré, lundi 9 août à Cannes, devant les cadres locaux de son parti : « En attaquant l'U.D.R., M. Lecanuet se trompe d'adversaire. Il semble poursuivre la ruse d'aliénation socialiste qui avait conduit le M.R.P. à sa perte. Le poids électoral réel du centriste devrait cependant le conduire à plus de modestie. »

### Un curieux ballet

MM. FABRE, NUNGESSER  
ET LE P.C.F.

Depuis que MM. Roland Nungesser, député U.D.R. du Val-de-Marne, et Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, se sont rencontrés le 21 juillet, on assiste à un curieux ballet à trois personnages.

Chaque semaine, M. Nungesser annonce que les radicaux de gauche sont autorisés à participer aux travaux du club qu'il a créé, le C.R.E.G. (Comité de recherche Egalité et Liberté). Aussitôt M. Fabre publie une mise au point précisant qu'il n'en est rien et qu'il attend toujours une proposition écrite et détaillée du C.R.E.G. Enfin, le parti communiste, soit par l'intermédiaire de l'« Humanité », soit, comme lundi 9 août, par la voix de M. Charles Fiterman, membre du secrétariat, s'interroge sur l'évolution des radicaux de gauche et les met en garde contre leurs coupables relations avec le député du Val-de-Marne. C'est de la chorégraphie répétitive.

## S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

### L'EXPERIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cuir chevelus au cours de leur carrière. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu malade.

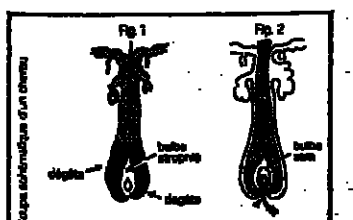
### DES SYMPTOMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu hyper sensible ou tendu, des cheveux très gras ou très secs, ce sont là des manifestations d'auto-défaillance du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

### DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne se préoccupe de cette notion capitale, elle a mis au point des produits hygiéniques traitant le cuir chevelu et favorisant ainsi la croissance naturelle du cheveu.

### LA DIFFERENCE



### L'AVIS D'UN SPECIALISTE

Rien ne peut expliquer le succès des méthodes de l'INSTITUT CAPILLAIRES EUROCAP, sinon leur savoir-faire et leur expérience. Pour en bénéficier, il suffit de prendre rendez-vous par téléphone ou d'adresser un courrier à l'Institut.



EUROCAP  
INSTITUTS CAPILLAIRES  
4, rue de Castiglione  
PARIS (1<sup>re</sup>) - Tél. 260-36-84  
LILLE : 18, rue Faidherbe, Tél. 51-34-19  
BORDEAUX : 24, pl. Gambetta, Tél. 23-33-84  
TOULOUSE : 42, r. de la Pomme, Tél. 23-33-84

## APRÈS LA « SUSPENSE A DIVINIS » DE Mgr LEFEBVRE

### POINT DE VUE

## Questions protestantes

par PIERRE-PATRICK KALTENBACH (\*)

Pour un protestant français, l'affaire Lefebvre a été une situation doublement inhabituelle. Parce qu'on ne peut plus ouvrir un journal ni la télévision sans voir jaillir le mot de protestantisme. Parce que jamais, depuis plusieurs siècles en tout cas, les experts, comme le plus grand nombre, n'avaient aussi clairement et publiquement affirmé que, à leurs yeux, le protestantisme était synonyme de désordre ou de désobéissance.

La tentation sera grande pour certains protestants, de sauter sur l'occasion de rappeler notre conception libérale du pouvoir d'église. Puisse-t-ils ne point y succomber. L'affaire Lefebvre révèle qu'une différence protestante fondée sur cette seule opposition ne porterait guère de fruits.

Mais les réactions de l'opinion intéressent sans doute la réflexion engagée depuis peu sur la vocation du protestantisme en France.

Quelle curieuse situation nous fait vivre ce prêtre intégriste ! Voici ce pays en désobéissance certaine, cette opinion publique en général totalement indifférente à l'occultisme, qui, tout à coup, se passionne pour une affaire religieuse, et

parlent à tort et à travers de protestantisme. Pourquoi tant d'émotion, alors qu'il s'agit de l'intervention dans les élections italiennes ou les décisions sur la sexualité ne provoquent finalement que quelques remous ? Sans doute parce qu'il s'agit d'un conflit de principe, qui concerne la source et la conception du pouvoir, conflit aisément politisable, en un mot d'un conflit séduisant pour tout esprit français.

Nous voici en tout cas scolarisés sur l'intérêt relatif que nos compatriotes portent et porteront à l'entreprise oecuménique, tant qu'on refuse d'aborder les problèmes de pouvoir dans l'Eglise réunifiée. Mais un second aspect, des réactions actuelles mérite plus d'attention encore. Personne ne semble penser que ce conflit puisse avoir d'autre issue que l'accommodation, la mise au pas de l'évêque, ou l'anarchie ; personne, surtout, ne semble concevoir qu'un autre système de pouvoir puisse résulter de telles tensions, éviter une telle impasse.

Qu'en conclure ? Tout d'abord, que l'occultisme comme son contraire — la crispation anticatholique de certains protestants — ne répondent

pas plus à une attente de notre société qu'à la question : « Pour quoi faire ? » Ensuite, que l'opinion publique de ce pays conserve une mentalité fondamentalement « clérical », c'est-à-dire une référence instinctive à l'autorité et à l'unité, vécues dans une loi commune, définie et gérée par une institution souveraine.

Mais si les temps ne sont plus où il suffisait de protestant de s'opposer au catholicisme pour exister et témoigner, il est aussi loin le temps où l'Eglise catholique pouvait revêtir à nos yeux le privilège du dogmatisme, de la rigueur hiérarchique, de l'enseignement cathédral et des excommunications.

Du coup, les protestants, comme droit de chacun de participer à ce qu'il a librement choisi, n'est-ce point désormais hors de l'Eglise catholique qu'il faut le plus d'attention ?

Et la commune glisse dans le productivisme, la consommation et l'incertitude ne s'accompagne-t-elle point d'émotions bouffées de « cléricalisme » ?

Si tel est le cas, il y aurait quelque différence utile à pratiquer et

enseigner quotidiennement l'engagement prosaïque contre le « goût mité » des appareils, plus de communauté et moins de hiérarchie, plus de respect d'autrui et moins d'excommunication.

Car il est douloureux, contre nature et jamais achevé pour un individu comme pour un groupe, de chercher à concilier libre-arbitre et solidarité, pluralisme et rigueur, évangile et clé.

Ces contradictions irritantes, beaucoup sont tentés de les réduire par coup autoritaire ou se bornent à les subir comme une contrainte. Peut-être devrions-nous, au contraire, les cultiver en nous et autour de nous comme des garanties de vérité, de liberté et de justice.

Il se peut que l'héritage réformé soit d'avoir mieux préparé les protestants — en plusieurs siècles il est vrai de situation minoritaire et d'esprit anticlérical — à rechercher une telle difficulté. L'affaire Lefebvre vient en tout cas de montrer qu'un tel effort n'est dans ce pays tout aussi nécessaire aujourd'hui qu'il l'était.

La France déchristianisée ? Peut-être...  
La France déocclérialisée ? Sûrement pas !

\* Président des associations familiales protestantes.

### CORRESPONDANCE

## UNE EGLISE TROP AUTORITAIRE ?

La sanction prise contre Mgr Lefebvre continue de nous valoir un important courrier, dont nous extrayons ci-dessous quelques-uns des passages les plus significatifs :

M. Charles Alloy, d'Issy-les-Moulineaux, nous écrit notamment : « Si Mgr Lefebvre et les prêtres et séminaristes groupés autour de

lui n'acceptent pas la nouvelle liturgie, c'est qu'elle leur paraît menacer des vérités fondamentales de la foi catholique ; mensonge réel, aspect sacrificiel de la messe, conception du sacerdoce... Cela, vous ne pouvez le nier, c'est l'objet du débat. »

Et quand on regarde ce qui se passe actuellement, que le père Bruckberger parle d'une « liturgie en lambeaux », qu'André Frossard parle de la désintégration du Credo, des questions viennent inévitablement à l'esprit de tout fidèle, voire de tout homme libre de préjugés.

Personne n'a rien contre le rite de saint Pie V, très bien, mais alors, qu'on laisse aux prêtres et aux fidèles, pour qui il est l'expression de leur foi, la possibilité de l'utiliser. En quoi cela gêne-t-il qui que ce soit ? En quoi cela constitue-t-il un scandale pour la communion des fidèles ?

Pourquoi ne pas admettre un pluralisme à l'intérieur de l'Eglise ? Pourquoi refuser droit de cité à ces personnes qui veulent servir l'Eglise dans le respect des traditions ?

C'est seulement à ce moment-là qu'on pourrait parler du génie assimilateur de l'Eglise catholique.

M. Kevin O'Neill tient à féliciter Mgr Lefebvre en ces termes : « Ce qu'il fallait changer, à la fin de l'ère du catholicisme tridentin, c'était l'essence même de la hiérarchie, d'interdire qu'en avait été l'essence pendant plus de quatre siècles, depuis le traumatisme de la Réforme. Il fallait retrouver l'essence, comme valeur essentielle du christianisme catholique, l'apôtre, ou esprit de charité. C'est ce que le parti chrétien a fait, c'est à quoi il a travaillé. La modification des rites de l'Eglise fut chose secondaire. Il n'y avait pas de question de modifier ceux-ci dans un sens profane, qui pouvait en altérer le caractère symbolique d'une transcendance. »

Cette réunion est la première après la cinquième assemblée mondiale, qui s'est tenue à Nairobi (Kenya) du 23 novembre au 10 décembre 1975, et il lui reviendra donc d'entériner ou non les propositions de celle-ci. D'autre part, la gravité de la situation financière du C.O.E. lui dicte le choix de ses priorités. Le rapport du pasteur Philip Potter, secrétaire général du C.O.E., sur la liberté religieuse est particulièrement attendu.

Pendant les huit mois qui ont suivi l'assemblée de Nairobi, nous avons continué de vivre « en assemblée », a déclaré le pasteur Philip Potter, lors d'une conférence de presse tenue le 9 août à la veille de la session du comité central, que le secrétaire général du C.O.E. a qualifié d'« assemblée de l'assemblée de Nairobi ».

Depuis décembre dernier, divers groupes de travail ont discuté des nombreuses suggestions faites à Nairobi. Un comité de révision, chargé d'évaluer le travail accompli, doit présenter son rapport à Genève afin d'aider le comité central à prendre des décisions.

Le choix de celles-ci sera rendu plus exigeant et délicat par les difficultés financières que connaît le C.O.E. Si les mesures économiques d'urgence de 1 400 000 francs suisses, sur le budget général de 1976, ont permis de sauver le C.O.E. de ce que le rapporteur de Nairobi n'a pas hésité à appeler le « désastre financier », l'organisation mondiale doit désormais examiner avec soin la façon dont ses activités pourront être financées. On a dû se rendre à l'évidence : il n'y a pas toujours coïncidence entre ce qu'il y a lieu de faire et ce qu'il est possible de faire.

Points controversés

Parmi les sujets à l'ordre du jour : la communication dans la foi chrétienne dans un monde où près de trois milliards d'hommes ne connaissent pas l'évangile ; la recherche de l'unité des chrétiens dans une « communauté conciliaire », selon les termes utilisés par le rapport sur l'unité présenté à Nairobi ; la définition, enfin, d'une vision d'une société chrétienne juste.

C'est sous cette troisième tête de chapitre que figurent les points les plus difficiles de l'activité du C.O.E. D'abord, ses programmes de lutte contre le racisme, dont l'aide financière à des mouvements de libération politique et révolutionnaires a déjà fait couler tellement d'en-

cre. A la demande de M. David Russell, un pasteur baptiste britannique, le comité central examinera s'il y a lieu de revoir les critères sous-jacents à l'allocation de fonds pour la lutte contre le racisme. On discutera de la politique des Bantoustans menée par l'Afrique du Sud, en vue, notamment, de la prochaine « indépendance » du Transvaal.

Ensuite, il est question d'instaurer un programme de lutte contre le militarisme ou, au moins, de faire le premier pas dans cette direction, en demandant une étude préliminaire. Enfin, on parle beaucoup, depuis Nairobi, de la nécessité de plus en plus urgente — le drame de Sverdlovsk en témoigne — de réaliser « une société écologiquement responsable ». Dans le cadre global de l'environnement, de l'habitat, des dangers du stockage des gaz toxiques et de tout l'arsenal de la guerre chimique et bactériologique, le C.O.E. pourrait publier une déclaration sur les possibilités opposables à l'énergie nucléaire.

La réunion de Genève sera vraisemblablement mise à profit par différents désignés pour lancer des appels au sujet des conflits et des points brûlants actuels. On évoque le Liban, Chypre, l'Ethiopie, le Cambodge.

Mais l'événement le plus controversé de cette session risque d'être le rapport présenté le 12 août par le secrétaire général sur les droits de l'homme, surtout en ce qui concerne la liberté religieuse — un an après Helsinki.

Pour la première fois à Nairobi, on a fait mention explicitement de l'absence de liberté religieuse en U.R.S.S., ce qui avait suscité un tollé de protestations chez la délégation russe orthodoxe. L'élection de l'archevêque russe Nikodim, comme un des six co-présidents du C.O.E. rendra évidemment délicate toute nouvelle évocation du problème.

ALAIN WOODROW.

session des lundemains qui chantent finit par obscurcir le passé et même le présent, où la morale se fait volontiers complaisante et politique, où règne la loi de la majorité, des conseils et des assemblées, Mgr Lefebvre se trouve évidemment minorité. Il devient gênant. Son indépendance trouble le bruyant concert de ceux qui, avec les mots de pluralisme et de liberté sans cesse à la bouche, pensent toujours uniformément à l'alignement. Un fond, Mgr Lefebvre est victime de l'autoritarisme inversé dans l'Eglise catholique.

Nul ne saurait le contester : le supérieur d'Ecofne croit profondément au sacerdoce et aux exigences spirituelles de celui-ci. Est-ce une croyance tellement assurée dans les états-majors cléricaux ? Mgr Lefebvre a fondé le séminaire d'Ecofne afin que la flamme se transmette. (...)

Après tout, l'Esprit souffle où il veut. On est si prompt à déclarer son action chez les frères séparés et chez les non-chrétiens. Pourquoi ne se manifesterait-il pas à Ecofne ? Ayant séjourné là-bas pendant plusieurs jours, je dois à la vérité de dire que le séminaire « traditionaliste » était digne de la plus grande considération. Le durcissement de certaines positions théologiques, le maintien de dévotions secondaires, la mentalité étroite de quelques professeurs ou étudiants, n'y masquaient pas le sérieux de la spiritualité et des études philosophiques et théologiques. Et cela pour un prêtre, est toujours primordial. (...)

Mais la condamnation d'Ecofne est-elle vraiment si surprenante ? C'est à nouveau le libéral qui parle (il en demande pardon à Mgr Lefebvre) : l'Eglise semble avoir découvert la liberté au concile comme l'enfant saisi un jouet magique. A son propos, les déclarations conciliaires se firent en fanfare. N'était-ce pas, inconsciemment, un discours de racolement ? A l'indicateur de l'indépendance, l'alignement restait de rigueur : le catholique devait donc plier. Or il se fait aujourd'hui que la déviance caractérise le camp de la tradition.

Le mot que l'on pouvait concéder au supérieur d'Ecofne, scrupuleusement attaché à la foi essentiellement que le concile pastoral Vatican II n'a pas reniée, que le sacre était, outre le respect dû à un ancien, de laisser celui-ci accomplir en paix son œuvre de patience et de fidélité, au profit des catholiques (qui apprirent à conserver leurs traditions les plus sacrées et finalement leur intégrité personnelle).

Après nous avoir signalé qu'une coquille nous avait fait écrire, dans l'article d'Henri Fesquet « Miser sur le passé » (le Monde du 4 août), que c'était Pie XII et non Pie XI qui avait condamné l'Action française en 1926, M. Didier Bruno, de Bordeaux, poursuit :

L'obésité des hommes de gauche à propos du Sillon, telle que la voit votre collaborateur, est assez contestable, alors que de nos jours de hautes personnalités ecclésiastiques se targuent d'avoir lu « sous le manteau » les écrits de Marc Sangnier après la condamnation. D'autre part, l'Action française ne s'est jamais prétendue un mouvement chrétien, et à ce titre il n'y avait aucune raison qu'elle s'aligne devant une décision du pape. Il en allait tout autrement du Sillon.

Enfin, dans cette comparaison, nous pouvons nous demander si la « gauche » du Sillon a « obéi » ou si elle a pratiqué un repli stratégique, alors que l'Action française a exprimé clairement sa position.

## EQUIPEMENT

A PROPOS DE...

Le prochain budget de la capitale

### PARIS, LES MAINS LIÉES

Le groupe communiste de l'hôtel de Ville demande au préfet de Paris, M. Jean Tautou, que soient soumis, dès à présent, aux élus de la capitale les documents budgétaires qui engagent l'avenir de la prochaine municipalité et du maire, qui doit être élu au printemps prochain.

« Il serait inacceptable qu'une municipalité relevant du droit commun soit enfermée dans un cadre budgétaire préétabli par le préfet, dont les fonctions cessent au moment même de la mise en application du budget 1977 », a déclaré, le lundi 9 août, Mme Christiane Schwartz-Bard, conseillère communale.

Le budget de la Ville est voté chaque année au mois de décembre. En mars prochain, juste après les élections municipales, sera mis en place le nouveau statut de Paris, qui fera de la capitale « une commune comme les autres », dirigée par un maire « de plein exercice ». « Il est donc indispensable, affirment les élus communistes, que les conseillers de Paris prennent dès maintenant toute leur responsabilité dans la préparation de la politique financière de la Ville. »

Actuellement, le budget de la

capitale comprend deux parties : un budget de fonctionnement de 6 milliards 800 millions de francs, et un budget d'investissement de 1 milliard 900 millions en 1976. En décembre 1976, ce sont deux budgets 1977 qui seront présentés aux élus : celui de la commune, le plus important, et celui du département. Le nouveau statut de la Ville prévoit, en effet, que la capitale demeure une commune et un département.

Il est certain que toutes les décisions importantes prises aujourd'hui par le Conseil de Paris engagent la prochaine municipalité, et notamment le futur maire. On peut, certes, toujours revenir sur des décisions de principe ; l'histoire de l'aménagement de la capitale au cours de ces dernières années le montre abondamment. Mais la passation des marchés avec les sociétés privées, le renouvellement des concessions et des baux, l'achat pour plusieurs années des terrains de la Ville, au moment où celle-ci change de statut. Comment, par exemple, la future municipalité pourra-t-elle modifier l'installation dans la capitale des installations et des panneaux publicitaires que le Conseil de Paris a décidée à la sauvegarde à la fin de la session de juin ?

JEAN FERRIN.

### Faits et projets

#### Circulation

##### UN CASQUE POUR LES CYCLOMOTORISTES

En réponse à une question écrite de M. Roger Poudou, député (Union centriste) du Pas-de-Calais, le ministre de l'équipement vient de donner les précisions suivantes sur l'obligation du port du casque par les cyclomoteuristes : « Le principe de l'extension de l'obligation du port de casque aux cyclomoteuristes est acquis depuis longtemps, mais la date d'entrée en vigueur de cette mesure restait à déterminer. D'abord envisagée pour le 1<sup>er</sup> juillet 1976, cette date vient d'être fixée par le premier ministre au 1<sup>er</sup> octobre 1976. Toutefois, il est à préciser que seuls seront astreints à cette obligation les conducteurs des cyclomoteurs hors catégories. »

« L'arrêté interministériel relatif à l'application de cette mesure est en cours de signature et devrait être publié très prochainement au Journal officiel. »

#### P.T.T.

##### LE CODE POSTAL DANS LES ANNUAIRES

L'automatisation bientôt totale du réseau téléphonique français permettra aux P.T.T. de satisfaire une vieille revendication des usagers, qui ne comprennent pas pourquoi les annuaires ignorent le code postal.

Jusqu'à présent, l'administration se refusait à cette mesure de bon sens, car elle craignait que les utilisateurs ne confondent les chiffres du code postal avec les numéros d'appel des opérateurs des groupes exploités en semi-automatique. Le dernier numéro de la revue Messager du secrétaire d'Etat aux P.T.T. annonce que, compte tenu de la disparition progressive de ces dernières indications, liée à l'automatisation générale du réseau, le risque a été suffisamment faible pour pouvoir faire figurer progressivement le code postal dans les annuaires photographiés.

Toutefois, l'administration précise que l'annuaire ne pourra donner des renseignements aussi complets que la brochure consacrée au code postal pour les locaux comportant plusieurs bureaux distributeurs et donc plusieurs numéros de code.

#### Transports

##### SURIS POUR LES PAQUEBOTS ITALIENS

Gênes (A.P.). — Les paquebots italiens Leonardo da Vinci et Cristoforo Colombo, qui devaient cesser tout service avant la fin de cette année, ont obtenu un sursis.

Firmare, la Société nationale italienne de navigation qui les exploite, a annoncé que le premier, qui devait être envoyé à la ferraille en octobre, continuera à naviguer en croisière dans les eaux du golfe du Mexique et dans le Pacifique sud, jusqu'en avril 1977.

Le Cristoforo Colombo restera en service dans la même région

jusqu'à la fin de 1977, au lieu d'être immobilisé dès décembre. [Comment ne pas se souvenir du paquebot « France », désarmé au Havre depuis près de deux ans et toujours sans acquéreur ? Ce que les Italiens font pour leurs paquebots, n'est-il pas possible de le tenter pour les nôtres, puisque la « France » est apparemment invendable, ne peut-on vraiment lui donner une nouvelle chance dans sa vocation traditionnelle ?]

##### UNE CROISIÈRE POUR CANTON

Hongkong (A.F.P.). — La Chine veut, pour la première fois depuis 1949, autoriser un navire de croisière à mouiller dans l'un de ses ports et permettre aux passagers de se rendre à terre, apprend-on dans les milieux informés de Hongkong. Le paquebot Daphné, appartenant à la compagnie britannique J.C. Carras and Sons Ltd, et naviguant sous pavillon grec, pourra, dit-on, fêter l'Ancre, en février prochain, dans le port de Whampoa, sur la rivière des Perles, non loin de Canton.

De Whampoa, les passagers du Daphné pourront, au cours d'une escale dans une croisière « Tour du monde », se rendre en voiture à Canton, pour y séjourner deux ou trois jours avant de regagner le navire.

#### Urbanisme

##### UN SECTEUR SAUVEGARDE A NANCY

Le secteur sauvegardé de Nancy est enfin créé par un arrêté ministériel du 22 juillet, publié au Journal officiel du 4 août dernier. Le secteur de la ville sera appliquée la loi du 4 août 1963 sur la sauvegarde des quartiers historiques. C'est le premier d'une série de secteurs sauvegardés : la Ville Vieille, d'abord, au Moyen Age ; la ville de Charles III, au tracé régulier des rues, construite à partir du seizième siècle ; et les places créées au dix-huitième siècle par Stanislas Leszczyński. Ce périmètre, approuvé par le conseil municipal en mars dernier, est le résultat d'un compromis entre les partisans d'une protection stricte et la municipalité qui dirige M. Marcel Martin qui souhaitait la limiter à la ville médiévale. Ce dernier a essentiellement obtenu que l'axe commercial des rues Saint-Jean et Saint-Georges soit exclus du périmètre de protection.

##### SOS-MATH

Établissement d'enseignement privé

- Stages de rentrée DE LA 3<sup>e</sup> AUX TERMINALES recyclage et mise à niv. en MATH - PHYS. de 30 août au 10 septembre
- BAC préparation session de septembre
- Entrée en FAC préparation en septembre.

326-93-34 ou 326-30-75

## ENVIRONNEMENT

### A Seveso, des volontaires vont « nettoyer » l'usine contaminée

Le nuage toxique échappé de l'usine Icmessa, à Seveso, en Lombardie, a-t-il fait une nouvelle victime ? Toute la population se pose la question en apprenant que M. Nerino Giacconini, maire de Cesano Maderno, ville située à quelques kilomètres au sud de l'usine, souffrait de troubles sanguins. Les examens médicaux ont révélé que M. Giacconini avait un taux excessif de globules blancs, peut-être dû à l'ingestion de dioxine. Le maire est en effet l'une des premières personnes à s'être rendu, après l'accident, dans les champs les plus contaminés. D'autre part, quarante volontaires ont été recrutés parmi le personnel d'Icmessa pour évacuer les produits les plus dangereux restant dans l'usine. Selon

la direction de la firme, il s'agit de déchets de matières premières comme le chlorure et le cyanure de soude. Les appareils encore chargés de mélange et dont la production a été interrompue sont vidanges. Restent également des stocks de produits finis dont les ventes ont été interrompues par la fermeture de l'entreprise. Vêtus de combinaisons protectrices dont ils se débarrasseront dans les locaux de décontamination, les volontaires travailleront en équipe se relayant toutes les quatre heures.

De leur côté, les autorités helvétiques ont interdit l'importation des fruits et légumes en provenance de la région de Milan, et des prélèvements d'air sont effectués le long de la frontière

(située à une trentaine de kilomètres de la zone polluée) afin de déceler toute contamination suisse. Un envoi de membres d'une fabrique de Seveso est bloqué à la frontière germano-suisse, car le destinataire, une firme de Cologne, a refusé la marchandise, craignant qu'elle n'ait été imprégnée par le nuage de dioxine.

#### Un spécialiste vietnamien : aucun remède connu

M. Nguyen Dang Tam, maître de recherche au laboratoire des substances naturelles du C.N.R.S. de Gif-sur-Yvette, et spécialiste de la dioxine, a déclaré à notre

contrepartie libération : « La dioxine est l'un des poisons les plus viciés connus : cinq cents fois plus toxique que la strychnine, dix mille fois plus que le cyanure. Ce n'est pas un gaz mais un nuage de micro-organismes qui s'est échappé de Seveso. »

Interrogé sur les effets de cette substance, M. Nguyen Dang Tam a indiqué qu'on ne les avait étudiés scientifiquement que sur les animaux de laboratoire. « Chez l'homme, la dioxine provoque des dégâts considérables sur le foie. Le sang lui-même peut être altéré. Le cœur est également atteint, et gravement. Dans les poussoirs, on constate des dégâts sur les parois alvéolaires, ce qui conduit à des hémoptyses. Selon le maître de recherche, un produit aussi dangereux pour l'homme risque d'être extrêmement nocif pour l'homme. »

Concernant les thérapeutiques à appliquer aux personnes contaminées, M. Dang Tam déclare : « Il n'y a pas d'affections aiguës, qu'on soigne normalement. Pour les autres, les médecins se trouvent devant un cas moussé et nouveau. Ils n'ont pas de méthode. S'il ne s'agit pas de quelques cas, on pourrait soumettre les gens à des transfusions totales. La dioxine circule dans le corps pendant très longtemps et provoque des dégâts dans plusieurs organes. »

Enfin, concernant les procédés de décontamination, le chercheur du C.N.R.S. avoue que personne ne connaît une méthode ayant fait ses preuves. Selon lui, « la seule chose à faire est d'éloigner la région et de ne plus y aller en attendant les résultats des recherches en laboratoire. »

Dernière réaction à l'affaire de Seveso, M. Franz Weber, journaliste suisse qui a mené des campagnes pour la défense de l'environnement, vient d'adresser une lettre ouverte à M. Giacconini, maire de Cesano Maderno, d'inviter le maire à construire des surélévations de Creys-Malville. En effet, selon M. Weber, « ce qui se passe à Seveso illustre de manière éclatante que certaines usines chimiques, les centrales nucléaires et à plus forte raison les centrales à plutonium ne peuvent se construire qu'en violation flagrante des droits de l'homme. »

## DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

### Un nuage pas comme les autres

Le 11 juillet, un nuage contenant du trichlorophénol, gaz très toxique utilisé notamment pour la fabrication de défoliants, s'échappa de l'usine chimique ICMESA, installée à Seveso. Depuis lors les conséquences de cet accident, loin de s'atténuer, semblent au contraire s'amplifier. La région est déclarée zone interdite, la population est évacuée, et les femmes enceintes qui auraient pu être contaminées sont astreintes à l'avortement.

Sur ce dernier point, VALEURS ACTUELLES dans sa rubrique « Projets sur sept jours », qui rappelle que « le problème de l'avortement est posé en Italie au niveau national », estime que l'autorisation d'avortement thérapeutique décidée par le gouvernement « apparaît comme une mesure destinée à apaiser les passions et à libérer l'opinion au moment où il y a besoin de l'indépendance d'une partie de l'opposition pour obtenir l'investiture du Parlement. »

Pour LE POINT, la « catastrophe » de Seveso aura servi à la sécurité en France. Ce hebdomadaire révèle, dans ses éditions de sécurité civile et entame une enquête pour recenser les industries chimiques. Les techniques de production des produits dangereux, le degré de protection de ces industries et leur implantation et qu'une agence de sécurité en France ne doit pas être la France, en 1976. Et elle conclut : « A preuve que la panoplie antipollution française, et elle est si serrée que les Français ont dû encore être renforcés. »

Sous la plume d'Hervé Chabrier, on peut lire dans LE NOUVEL OBSERVATEUR — qui consacre sa couverture à « Seveso » — que, pour ce qui est de la décontamination de

la région, « chacun flotta... et la zone contaminée grandit chaque jour, jusqu'à ce qu'on se pose la question de savoir si on ne peut aujourd'hui prévoir la véritable dimension de la catastrophe. Quand on revient de Milan, on voudrait être sûr, apaisément, que ce nuage de mort n'a aucune chance de se former dans notre ciel. Mais on en doute. On aimerait que les autorités françaises ne se contentent pas de constater que les écologistes soient pris au sérieux. »

La venue en Italie d'un spécialiste vietnamien conduit L'HUMANITÉ DIMANCHE à rappeler que « pendant la récente guerre, les Américains ont déversé sur (le Vietnam) 96 000 tonnes de produits chimiques et traité aux « désherbants » 2 millions d'hectares ! Chacun sait, pourtant, que les humains contaminés, et même morts ! Les dirigeants de l'usine italienne ont été arrêtés et ont pourvu pour leur suite. Mais alors, les dirigeants des États-Unis ? »

Pierre Vernant ne manque pas non plus, dans LUTTE OUVRIÈRE (socialiste), d'évoquer le Vietnam : « Le sort des habitants de Seveso, c'est le sort de tous les habitants de la zone, c'est à dire une toute petite échelle celui qui fut durant des années le lot quotidien du peuple vietnamien. (...) Avec tous leurs laboratoires de recherche et leurs usines ultra-modernes, conclut-il, les pays capitalistes ont mis au point des armes terribles et souvent incontrôlées. Et ce que l'accident de Seveso vient rappeler aux travailleurs d'Europe, c'est que ce système de tous les maux eux aussi, qu'il est un danger mortel pour eux comme pour tous les peuples de la planète. »

Indiquant que « l'expérience vietnamienne prouve qu'il est extrêmement long et difficile de purifier la dioxine », l'envoyé spécial décontamine une zone polluée

#### En Suède

### Cinq mille manifestants hostiles à l'énergie nucléaire

De notre correspondant

Stockholm. — La première marche antinucléaire nordique a été un succès. Répondant à l'appel de nombreuses organisations politiques et surtout écologiques des cinq pays nordiques, plus de cinq mille personnes ont manifesté, samedi 7 août, à Barsebäck, dans le sud de la Suède.

Barsebäck est un site de la centrale nucléaire, aux dires de certains, « la plus mal placée de toutes » à une vingtaine de kilomètres seulement de la côte danoise, au bord du détroit de l'Oresund, dans une région agricole riche, et proche de deux villes suédoises : Helsingborg et Malmö.

Ce rassemblement important — car si les manifestations sont fréquentes en Scandinavie, il est rare qu'elles mobilisent plus de trois mille ou quatre mille personnes — témoigne de la résurgence croissante de l'opinion de ces pays à l'égard du nucléaire.

En Suède, le premier parti de l'opposition, le centre, fait de la lutte contre l'atome industriel un des principaux thèmes de sa campagne électorale. Il propose le démantèlement successif des six réacteurs en service et l'arrêt immédiat des travaux d'étude sur les sept autres projets d'atome. En Danemark, le programme nucléaire engagé par le gouvernement se heurte à une forte opposition. Les Danois étaient d'ailleurs venus très nombreux à la manifestation. Ils se sentent aussi concernés par les plans suédois, puisque la centrale de Barsebäck ne se trouve qu'à une trentaine de kilomètres de Copenhague, de l'autre côté du détroit. En Finlande, la mise au service d'une usine nucléaire commencent à susciter le débat, surtout parmi les centristes ex-agriculteurs, et en Islande, on craint que l'OTAN ne place des armements atomiques sur la base de Keflavik.

Quant aux Norvégiens, c'est surtout l'exploitation rapide du pétrole de la mer du Nord qui

de LA VIE CATHOLIQUE. Aimé Savard, explique que « dans les milieux informés de Milan, on commence à chuchoter que la zone polluée deviendra probablement une zone interdite, un désert. Déjà, les autorités parlent de reconstruire le quartier ailleurs. Il ne faudra pas seulement résoudre le problème du logement, mais aussi celui du travail. »

Dans PARIS-MATCH, Philippe Gaudier-Raymond assure qu'on va peut-être détruire la « terrible poison », parce que, explique-t-il, « sa constitution moléculaire est d'une grande stabilité, et, à part les hautes températures, on ne connaît aucun moyen de l'attaquer à lui. Il a pénétré partout, dans le sol. Il faudra attendre des années pour qu'il se dilue et qu'il finisse par disparaître. En attendant, le gaz mord la terre et tue les êtres. »

A défaut de remède, le docteur Vion propose dans LA GIBULE OUVRIÈRE, hebdomadaire écologiste, « la boycott des produits Hoffmann-La Roche (dont dépend l'usine ICMESA) ou à son lieu l'accident. Ce serait, estime-t-il, une solution non violente, délicate, utile pour la santé du plus grand nombre. »

## LE MONDE diplomatique

PUBLICATION MENSUELLE

du Monde

Au sommaire du numéro d'août

PÉROU : LA RÉVOLUTION EN VIEILLEUSE (Bernard Cassen)

PORTUGAL : LA DÉMOCRATIE A L'ÉPREUVE DE LA RIGUEUR ÉCONOMIQUE (Jean-Pierre Clard)

TRANSKEI : L'INDÉPENDANCE FORCÉE (Ruth First)

LA CONTESTATION DANS L'ARMÉE AUX ÉTATS-UNIS ET EN EUROPE OCCIDENTALE (Daniel Leconte)

L'information dans le tiers-monde : moyen d'asservissement ou instrument de libération (Germano Carneiro Roque). Les non-alignés, avant le « sommet » de Colombo (Marie-Claude Giffard). Populisme et état d'exception en Inde (Anick Lévy). Vietnam : pour un nouveau type de coopération scientifique avec la France (Henri Van Regemortel). Bolouchistan : la guerre oubliée (reportage d'Alexandre Dastarac et Robert Dersen).

CAPITALISME ET INÉGALITÉS : DEUX SIÈCLES D'EXPÉRIENCE AUX ÉTATS-UNIS Deuxième partie : Une politique de division La légende d'une société sans classes (Colin Greer). — La crise urbaine comme terrain de mobilisation populiste (Frances Fox Piven et Richard Cloward). — L'impulsion de la femme (Carol Lapeere). — La stratégie de l'inégalité (Stanley Aronowitz).

POLITIQUE ET LITTÉRATURE : Culture et lutte anti-coloniale en Angola (Nicolas d'Anthony).

CINÉMA POLITIQUE : Films d'offensive sociale au Festival de Grenoble (Ignacio Ramonet).

Le numéro : 5 F (en vente dans les kiosques) Abonnement et vente au numéro 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

LES RÉGIONS DE NICE À DIGNÉ, BAL

de nouvelles facilités à L'année pour les poids lourds de l'année

مكتبة الأمل



LES RÉGIONS

Des Français en mouvement

DE NICE À DIGNÉ, BALADE-DECOUVERTE AVEC LE MÉTRO DE MONTAGNE

Il en a fait du fol, ce petit train de montagnes à chèvres ! De 1861 à 1911, il commença par mettre un demi-siècle pour aller de Nice à Digne par monts escarpés et par vœux éternels : cinquante ans pour 151 kilomètres... La Belle Époque prend son temps. Encore faut-il de « hauts motifs stratégiques » pour stimuler le « pif de la guerre ». Cui vult se perdre coupe et surtout bien dans ces vallées perdues — Tinès, Clans, Haut-Ver, Haut-Verdon, Asse, Biéne — hormis les Indigènes, montagnards, « givants » ? L'argent pour Panama a bien meilleure odeur.

Néanmoins peu souhaitée, enfance difficile... tout cela destiné, on le sait, à une vie cabotée. Certains s'agitent. D'autres s'y trouvent le caractère. En bon montagnard obstiné, le petit train donne tout de suite dans l'héroïque et fait sa routine des obstacles accumulés. D'abord, les « naturels » : gorges, torrents, cols, barrières des vallées enclavées, il les franchit à l'arraché. Seize viaducs, vingt-cinq tunnels — dont l'un de 3,5 kilomètres — deux galeries couvertes, dix-sept ponts — dont l'un de 120 mètres, — plus de soixante ouvrages importants, près de trois pour deux kilomètres... Pas question au bout de ce parcours du combattant d'abandonner pour de simples batons dans les roues. Il n'en manque pas.

Malmené entre deux guerres, entre désertion de la montagne, concurrence routière et délaissances administratives, il est bien près, souvent, de succomber sous le poids du plus lourd péché — « non rentabilité » — tout comme ses deux frères à vois étroites : Nice-Meyrargues par Draguignan et Toulon-Saint-Raphaël par Bormes, où les branches des mino- sas entraînent par les fenêtres dans les compartiments. Mais lui, le montagnard, il résiste toujours.

Trépidant devant les tribunaux, séquestré en 1933, il est finalement déclassé en 1967. C'est fini. « Le petit train est mort ». Non ! Digne et Nice, les Alpes-Maritimes et les Alpes de Haute-Provence lui offrent en extrême des ballons d'oxygène renouvelés. Opérations survie : de 1968 à 1975, les collectivités locales lui injectent subvention sur subvention. Mais l'an dernier encore — en mai — le tocsin résonne. On manifeste sur toute la ligne, avec musique et ardeurs spectaculaires dans les « grandes » gares. Va-t-il disparaître, cet achronique en déficit permanent, sous la conjonction du « raisonnable » et d'intérêts peu collectifs ?

Cette fois, aux côtés de ses chemins et de ses gares, se lèvent des alliés jusqu'alors inconnus. « Qualité de vie » et « écologie » unissent leurs bataillons à des cohortes qui, sur d'autres terrains, se combattent : des régionalistes nouvelle vague, plus ou moins dominants, rejoignent — ponctuellement — les vieux tenants du tourisme. Les plus sacrées unions étant bâties sur de solides mensurations, l'avenir s'écrit. De plus, les « motivations » symétriquement opposées de personnages capiteux et politiques viennent cimenter l'unité. Le petit train vit. Le conseil régional Provence-Côte d'Azur, diversément constitué, considère globalement que « de Nice à Digne le « Train des givants » (1) va renforcer ensemble tourisme et économie régionale ». Synthèse. C'est la fin des givants bouches-tourneaux des Danais. Place aux investissements d'équipement (8 millions) qui vont enfin permettre à ce petit vieux indigne de vivre sa vie : la vie acrobatique — et fatigante, — les aurores lues, les gares vides, ont la priorité. Le feu vert est mis.

C'est l'euphorie ? Pasque. Seul un quartier de « réalistes » orlé à la démolition : le « pouvoir fragile » a cédé à une conjonction hétéroclite pour entraîner au déclin de la route un folklore inutile. Vénémences perdues, catonnes d'arrière-garde... Le petit train a le dossier solide. On le prenait pour un poète, il a sorti des statistiques. Elles étonnent : 15 978 000 voyageurs-kilomètres l'an dernier, 18 % de plus que l'année précédente. Côté marchandises, le tonnage a augmenté de 5 %.

Méto de montagne, il véhicule 12 % des dévaloirs, 38 % des employés, 45 % des ouvriers. Transporteur, il exporte les produits du haut pays — bois, meubles, farines, fourrages — et importe le nécessaire, en particulier le ciment, qui témoigne d'un coup d'arrêt à la désertification. Supprimer le train — comme l'éco- — ce serait relancer l'exode vers les villes engorgées quand il s'agit de plus en plus de « vivre au pays ». Le rénové, c'est déjà donner l'espoir que les conclusions de l'enquête du ministère de la qualité de la vie se transformeraient peut-être, elles aussi, en réalité : « Le problème de fond est d'abord de lui reconnaître son caractère de service public en milieu rural ». Et puis, corollaire : « Sans soutien des activités existantes, création de nouvelles activités, équipement des villes et des villages, la population disparaît progressivement et la ligne Nice-Digne ne tra-

versera plus qu'un désert ». Les économistes le savent. Les montagnards aussi.

Le tourisme d'été, le ski d'hiver, les nouveaux trains spéciaux (écolaires et d'associations), fournissent 40 % du trafic. Ce compte, dans les comptes. Mais tout ne se chiffre pas. A qui n'a pas « fait la ligne » et ses merveilles, il manquera toujours l'essentiel du dossier. Embarquez à Nice (2). Sous la marquise de Second Empire, on se trouve déjà, entre soi, affluents. Sourires pour tous, de part à sobriété-dé- — ans. Un peu d'inquiétude quand même : où va-t-il loger tant de monde celui qu'on croyait déserté ? L'attendrissant remorque en forme d'œuf — pleine comme un œuf — permet finalement de donner à chacun son fauteuil d'orchestre pour le spectacle qui va commencer. Trois coups (de lécron) et le rideau se lève sur la basse vallée du Var.

A droite, à gauche, voici les villages et hauts plateaux, en et pitil- lages équilibre qu'on s'attend à les voir livrer leurs pierres au large lit du fleuve-torrent charrier de méga- tonnes de pierres, démanteler de montagnes. Au bout du plan — avalé à des 85 kilomètres à l'heure, — on entre dans le décor. On se faufile par le défilé (du Chaudan), on saute les gorges (Vésubie, Tinès, Clans et la suite), on « saute-moutonne » de viaducs en tunnels, noirs sous le rocher, vers sous les arbres. Peupliers d'Italie, mûriers, micocou-

liers, oliviers, s'essouffent l'un après l'autre à la montée, et déjà le mé- lèze sent le sapin. Des torrents maigres et vifs essorent voie et route, ou les dispersent chacune de leur côté. Les sacro-saints guides-brevetés restent fermés sur les genoux : on ne lit pas la vue pleine. Ici le fameux littérature-des-bibli-othèque-de-gare fait faillite.

A Toullet-de-Suil, les valeurs d'images se ruent à tribord, cané- ra au poing : le village de contes, l'austère crèche de Haute-Provence, a pris la pose une fois pour toutes sur fond de falaises blanches et de ciel ouraganeux bleu. Qui par- tait de désert ? Des villages faits pour la vie courent la ligne, en grins de chapelet (soixante gares et haltes). A Annot — où la mon- tagne a roulé des rochers respec- tueusement contournés par la voie, — quatre personnes descendent et un papillon moria. Il ne descendra qu'à Saint-André, près du lac de Castillon, après avoir franchi le plus haut tunnel (1 018 mètres). A partir de là, on coule dans l'autre sens, avec les torrents, vers l'ouest, vers la Durance. « Et nous aussi », disent les autochtones. Changement de Province. De hautes collines se hissent encore le col jusqu'à des hauteurs de haute montagne, mais l'air n'est déjà plus le même. Asse, Biéne, voici Digne. Un olivier resurgit, le petit train est arrivé. A l'heure ! Nice-Digne en deux heures cinquante. Mais qu'ils sont

loin, derrière creux et bosses, les Négresco, caennos et marinas !

On flâne, boulevard Gassendi, entre terrasses de cafés, miels et levandées. « Oxygénation, détente, animation », disent les défilants touristiques. Les thermes récem- ment rénovés ont doublé leur atten- tance en un an. Sans cohue, Digne s'anime au soleil. Négère décli- nante — enclavée, — la voilà capi- tale du département déclaré numéro un pour la « qualité de vie », elle-même promise depuis peu qualité première. Le petit train le savait. Patient, obstiné, il attendait seule- ment qu'on remette de l'ordre dans les valeurs. Il a gagné. « Anachro- nisme » ? Certes, il le fut. Mais il faisait entendre le mot autrement : « hors de son temps » voulait dire « en avance sur son temps ». Et qu'on veuille bien désormais le traie- selon son rang de train internatio- nal... Car les plaques accrochées à ses wagons le disent sans for- tifierie vaine : « Nice-Genève », via Grenoble. (Avec, toutefois, chape- ment à Digne par autorail S.N.C.F.)

JEAN RAMBAUD.

(1) Surmon, d'ailleurs contesté, qui conservait mieux, en fait, au Nice-Meyrargues qui, lui, torpillait sous les pins sans jamais se risquer l'incursion maladroite.

(2) La gare actuelle — objet et victime de conflits sévères — confond le départ timable avec le délabrement lamentable. Qu'elle demeure au centre de la ville ou qu'elle s'enfonce au pied du col, il faut au plus vite lui donner meilleure apparence.

Témoignage

ROISSY-PARIS : une heure et demie

Un lecteur voyageur, de retour à Paris, nous adresse son témoignage.

APRÈS une petite année dans l'hémisphère d'en bas, qu'il est bon de rejoindre son Hémisphère par sa prestigieuse porte orlée de Charles-de-Gaulle à Roissy-en-France. Et d'essayer le fameux train : pas de feux rouges, trente minutes, une sorte de Tokaido, en très réduite mini- ture, l'ai nommé, après les ef- fices, Roissy-Rail, une struc- ture verbale bien curieusement inversée à la façon anglo- saxonne dans un milieu si glo- rieusement bien de chez nous. Et c'est bien indiqué, comme dans le métro. C'est lucide et bien français.

Pas habilité, pas compétent

On suit donc les panneaux Roissy-Rail, et on tombe clors sur la « Machine », celle qui distribue les billets. Il suffit d'y introduire neuf pièces de 1 franc pour la basse classe. Naturellement, tous ces Japo- nais, Portugais et Moldo-Volo- ques, et même les Français de l'extérieur, ne débarquent pas avec neuf pièces de 1 franc. Mais la machine adjointe change les billets de 10 francs. Ou changerait, car pour le moment elle se retient. Elle an- nonce même « hors service », mais de façon tellement illis- ble que les insectes humains s'obstinent en groupes successifs à essayer leurs billets.

Qu'à cela tienne, la ban- que est là, à 20 mètres. Mais ses employés demeurent impo- vides : ce n'est pas l'affaire d'une banque.

Alors le bureau de la S.N.C.F., à 10 mètres ? Lon- gue queue. Le bon vieux homme tape sur une machine électronique des allers pas sim- ples, pour Bagnères-de-Bigorre par Clermont-Ferrand, avec ré- duction. Mais il n'est pas com- pétent pour un billet pour la gare du Nord. Il se sacrifie de toute sa monnaie, qui est épu- sée ou troisième quémendeur. Notez que, du lieu de donner trente pièces de 1 franc à trois voyageurs, il en aurait suffi- fient trente en leur rendant 1 franc plus un billet. Mais il n'est pas habilité.

A partir du quatrième Ja- ponais, il n'y a plus de solu- tion, ou plutôt, il devient plus facile d'obtenir un billet pour Tokyo que pour la gare du Nord. L'ennui, c'est que per- sonne ne semble avoir la com- pétence pour saisir un télé- phone et signaler cet infime et irritant problème, et que per- sonne derrière, sans doute, n'est en place pour le resou- dre. Peut-être, quand les vis- teurs seront suffisamment dé- goûtés, on pourra récupérer du personnel dans les services touristiques. Et quant aux trente minutes du Roissy-Eclair, elles sont devenues une heure et demie.

CHARLES MOUZON.

Dans le Jura, les autocars cherchent des clients et de l'argent

A U-DELA de conflits de personnes et de règlements de comptes politiques sous- jacents, les difficultés qui attein- gent la Régie départementale des transports du Jura la R.D.T.J. (1) soulèvent plusieurs questions. Et d'abord, le « petit train » maintient un service public dans les zones rurales qui ne cessent de se vider de leurs habitants ? Le développement des lignes de transport dans les zones rurales, est-il raisonnable ? Les régies départementales ne devraient-elles pas assurer plus largement les transports scolaires au lieu de les laisser à des exploitations privées ?

Le conseil général du Jura, que préside M. Jean Gravier (C.D.P.), sénateur et conseiller général de Villerot, s'est penché sur l'affaire de la R.D.T.J. à partir si sérieuse aux élus départementaux et le déficit qu'on leur a demandé, à l'autisme dernier, de combler, si vertigineux, qui ont récom- muni consacrer une séance extra- ordinaire à l'examen de cette question.

A cette occasion, l'assemblée départementale a clairement ex- primé sa volonté de voir main- tenir la régie dont la vocation est d'assurer le service public. Sa suppression aurait entraîné des inconvénients bien supérieurs à ceux qu'a fait naître son exploi- tation. Ainsi, la R.D.T.J., après réorganisation de ses services et mise en place d'une comptabilité analytique, pourra envisager une extension géographique de son réseau interurbain et présenter, en 1977, un projet de renouvellement et d'entretien du matériel.

Révisé d'une partie du réseau des voies ferrées d'intérêt local, la R.D.T.J. n'a de « département- tal » que sa raison sociale. Son activité ne couvre, en effet, qu'un tiers environ de la superficie du

département. Il y a dix ans, la régie transportait encore quatre cent mille personnes, chaque année. Aujourd'hui, ses quatres lignes régulières, cantonnées dans un secteur montagneux, ne trans- portent plus que cent quatre-vingt mille voyageurs. Le dé- veloppement de l'automobile, le dépeuplement des zones rurales, l'insécurité bien souvent du ser- vice à s'adapter (surtout l'hiver) — demi-pour couvrir 70 kilomè- tres —, expliquent la désaffection ill comme dans d'autres régions, pour ce genre de transport collec- tif.

Ces phénomènes n'expliquent pas, à eux seuls, le déficit d'ex- ploitation. Celui-ci est passé de 10 000 F en 1972 à plus de 800 000 F l'an dernier. Cet accrois- sement spectaculaire tient, sem- ble-t-il, d'abord aux carences d'un conseil d'administration composé, jusqu'à la fin de l'an- née 1975, de notables locaux pen- sés à assurer une gestion dyna- mique. Plus et fonctionnaires reprochent à ces administrateurs d'avoir accepté sans le discuter l'augmentation — et même les réserves expressées du directeur et du comptable de la régie — un accord salarial d'emprunte (applicable à compter du 1<sup>er</sup> avril 1974) dont les incidences se ré- flètent aujourd'hui extrêmement fortes sur le prix de revient kilométrique.

Epreuves sans doute par les accusations à peine voilées qui furent l'objet à l'automne 1975 de la part de plusieurs conseil- lers généraux — et en particulier des élus de gauche qui souhai- taient le renouvellement immé- diat du conseil d'administration — ses membres ont fini par démission- ner. Un nouveau conseil a été formé depuis par le préfet du Jura. Cette procédure appelle des remarques sur les statuts des ré- gies.

Leur structure juridique repose sur un décret datant de 1918, jamais modifié depuis, qui donne- rait des pouvoirs aux préfets pour coopter les membres du conseil d'administration et choisir le directeur, alors que c'est le conseil général qui est appelé à la res-

cousse pour combler les déficits. Or les élus de l'assemblée dépar- tementale ne s'agitent à ce conseil d'administration qu'à titre consulti- tif. Un projet de décret mettant entre autres un terme à cette anoma- lie a été proposé par le secré- taire d'Etat aux transports, mais sa publication, subordonnée aux signatures de deux autres ministères (Finances et Intérieur), se fait attendre.

C'est pourtant d'avoir été aban- donnée à cette sorte de régime hybride — où les responsabilités sont souvent diluées — qu'a souf- fert le département du Jura. Nommé directeur en juillet 1974 par le préfet de l'époque, « remer- cié » en octobre 1975 par le successeur de celui-ci, M. Jean- Bernard Lemoine a vu que l'admini- stration de la R.D.T.J. n'était pas une publication, subordonnée aux signatures de deux autres ministères (Finances et Intérieur), se fait attendre.

Le conseil d'administration, qui a été supprimé, était composé de dix membres, dont le président de la régie passait par une diversification plus grande de ses activités. Il a ainsi assuré, selon sa propre explication, de « drainer des ac- tivités rentables ».

Pour cela, il a développé en particulier les services occasion- nels, c'est-à-dire les voyages touris- tiques (+ 18 % d'augmentation). Ce faisant, il s'est attiré les foudres des transporteurs pri- vés. La violence des propos que tient le président de leur organi- sation départementale à l'égard de M. Lemoine montre assez bien que de ce dernier n'a pas du tout été appréciée dans les milieux pro- priétaires. « Les conventions sont délaissées dans la mesure où les prix pratiqués par la R.D.T.J. pour ses voyages étaient inférieurs aux prix de revient », affirment des observateurs de tout bord.

Le développement récent de mini-réseaux de transport urbain dans les villes de Saint-Claude (14 000 habitants) et de Lons-le-Saunier (30 000 habitants), par le biais de conventions passées avec la R.D.T.J., a donné lieu à un procès identique. Les contrats passés avec ces collectivités lo- cales retiennent, en principe, la régie à l'abri d'une aggravation de ce déficit. « L'exploitation des trans- ports en commun de Lons-le-Sau- nier est déficitaire », assure ce- pendant M. Lemoine. « Nous

n'avons pas l'impression de grever le budget de la régie », répo- nd-on dans l'entourage du député et maire de la ville, où l'on admet toutefois qu'il n'est pas facile d'isoler le coût réel de la presta- tion de service.

Cette situation est d'autant plus déplorable que le service public en question n'est pas d'une qualité irréprochable. Ainsi, deux des trois lignes régulières conduites par la R.D.T.J. sont en déficit. L'une, Lons-le-Saunier le 15 septembre dernier, pour assurer des lignes urbaines, ont plus de seize années d'âge et totalisent plus de 700 000 kilomè- tres.

Résultat d'une situation aussi mal maîtrisée : si le chiffre d'affaires de la R.D.T.J. a augmenté en 1975 (+ 18 %), son déficit s'est accru dans des proportions plus grandes encore (plus de 50 %). Le conseil général a accepté d'in- scrire au budget primitif de 1976 une subvention d'équilibre de 500 000 francs et une subvention d'équipement de 250 000 francs.

Reste à trancher le problème au fond. Quel service public est-il en mesure de maintenir ? « La R.D.T.J. ne devrait-elle pas, par exemple, songer à développer ses services de ramassage scolaire, assurés actuellement à 90 % par des transporteurs privés, que le conseil départemental est obligé de subventionner ? », s'in- terroge M. Mignot, vice-président du conseil général. La régie ne devrait-elle pas reprendre des lignes régulières considérées com- me rentables et associer les mes- sageries à leur exploitation ? Ne devrait-elle pas aussi, comme le suggère un rapport du secrétariat d'Etat aux transports, chercher de nouvelles formules pour adapter les moyens aux besoins ? Ainsi ne devrait-on pas substituer des taxis collectifs à ces véhicules de cir- culation qui ne « ramassent » plus que quelques « qu'une vieille dame et un travailleur immigré » sur des kilomètres de leur circuit quotidien ?

Quelles que soient les réorgani- sations techniques qui pourront être retenues, chacun s'accorde à reconnaître que la solution est avant tout politique.

BERNARD ELIE.

A LA FIN DE L'ANNÉE

De nouvelles facilités à Lourdes pour les poids lourds de l'air

L'AÉROPORT International de Tarbes-Lourdes disposera, dès le fin de l'année, d'une piste de 3 000 mètres de long contre 2 400 mètres à l'heure actuelle. Gestionnaire de cette piste-forme, la chambre de com- merce des Hautes-Pyrénées désire ainsi joindre la carte des trafics intercontinentaux avec les Etats-Unis et le Canada.

L'allongement de la piste du huitième aéroport français (près de quatre cent mille passagers en 1975) va permettre aux avions gros porteurs américains et cana- diens — Boeing 747 et DC 10 — qui fréquentent déjà l'aéroport pyrénéen de repartir avec le plein de kérosène sans avoir à faire, comme c'était le cas jusqu'à pré-

sent, une escale technique à Shannon, en Irlande.

Parallèlement, des appareils pourront venir d'un seul coup d'aller de Varsovie et y retourner ; on pense, en effet, que la très catholique Pologne s'intéressera à Lourdes grâce aux fameux accords d'Helsinki, présentés comme de- vant favoriser les échanges cultu- raux d'un bout de l'Europe à l'autre.

Les travaux d'allongement de la piste coûteront 4 250 000 francs. L'Etat fournit 1 million de francs, l'établissement public régional Midi-Pyrénées la même somme, et la chambre de commerce prendra en charge le restant de la dépense.

G. D.

perrier

c'est fou !



Jacques Charnoz





# Le Monde

## DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

### EN TOUTE LOGIQUE

#### Archimède et la trisection de l'angle

##### PROBLEME N° 72

La trisection de l'angle à l'aide de la règle et du compas est un problème classiquement insoluble. Il ne s'agit pas seulement d'un échec dans la recherche d'une construction, mais de l'impossibilité de résoudre une équation irréductible du troisième degré par des moyens qui n'atteignent que les constructions rationnelles.

Par contre, la construction devient possible avec un instrument supplémentaire. Sauriez-vous trouver la méthode dite « de la bande de papier d'Archimède » ?

(Solution dans le prochain « Monde des sciences et des techniques ».)

##### Solution du problème N° 71

On tire un numéro dans une urne contenant 51 boules, puis des numéros dans une seconde urne identique jusqu'à retrouver le premier numéro. On recommence. Quelle est la probabilité d'obtenir cinq couples ?

Il est plus facile de calculer d'abord la probabilité d'obtenir au moins 5 couples. On peut en effet supposer que les boules de l'urne de gauche sont tirées dans l'ordre numérique et l'urne de droite est favorisée si à droite les boules de 1 à 5 sont disposées dans le bon ordre. Comme il y a 5!

façons de choisir leurs places et 46 façons de répartir les autres boules, le nombre des possibilités favorables est :

51

et la probabilité le quotient par le nombre total de tirages, soit :

51

Or « exactement 5 » signifie : « au moins 5 » et « pas au moins 5 », soit une probabilité :

1 1 5

51 61 144

PIERRE BERLOQUIN.

### Les chercheurs en prise directe

Il y a, dans ce qu'il est convenu d'appeler le public, une grande curiosité pour la science. Curiosité dépendante de la science, c'est-à-dire que les scientifiques sont des êtres à part, avec qui la communication est difficile.

De nombreux « vulgarisateurs scientifiques » (écrivains, journalistes, animateurs de club, présentateurs d'expérience dans certains musées) essaient, chacun avec ses moyens propres, de répondre à cette curiosité. Leur rôle n'est pas négligeable mais il est limité. Le vulgarisateur peut transmettre des résultats de recherche, répondre à certaines questions que le public se pose, ou dont il pressent qu'il se posera, mais la communication qu'il permet est à sens unique, et donne une vue biaisée de la réalité. Privilegiant le résultat par rapport à la méthode, elle encore une vision du savant « qui sait », alors qu'il est avant tout un homme qui cherche, donc qui ignore ou qui doute.

Depuis quelques années, quelques scientifiques essaient d'assurer une autre forme de communication, qui mette directement les chercheurs en contact avec le public et qui permette un dialogue.

#### Le passé...

C'est à Aix-en-Provence, en septembre 1973, qu'eut lieu la première « animation scientifique » organisée autour d'un congrès de physique des particules élémentaires. Cette « physique dans la rue », rebaptisée « Abpop », fut un succès. Quelques appareils étaient présentés, quelques schémas montrés ; leur rôle n'était que de provoquer des questions, d'amorcer la prise de contact. Le dialogue des soirées provençales, la compétition de pétanque entre Abols et physiciens et... le travail effectué par une équipe locale d'animateurs culturels jouèrent sans doute un grand rôle dans la réussite.

En juillet 1975, la Société française de physique tenait son congrès à Dijon. Une animation fut montée par des chercheurs participants : le thème, retenu, « La Terre et ses énergies », correspondait bien aux préoccupations de l'époque. Plusieurs « ateliers » sur les diverses formes d'énergie étaient présentés, soit par des congressistes, soit par des équipes extérieures venues à Dijon à cette occasion. En

sortie, eurent lieu des conférences-débats. Là encore, le succès dépassa les espérances, et l'église Saint-Philibert fut réouverte pour accueillir tous les Dijonnais qui s'y rendirent.

Une formule analogue a été reprise à Ajaccio, à l'occasion d'une conférence de physique qui avait lieu à Cargèse (à 100 kilomètres d'Ajaccio). L'animation fut organisée par des physiciens à la conférence et par un groupe local qui travaille sur l'énergie solaire. Mais contrairement aux précédentes, cette animation eut lieu pendant l'année scolaire. Aussi eurent-ils la visite de nombreux lycéens et étudiants : la direction du lycée, Lucilla Bonaparte d'Ajaccio pense que 80 % des élèves du second cycle s'y sont rendus.

#### ...et le futur

Deux autres animations du même type sont prévues au début de septembre. A Grenoble, va se tenir le congrès de l'Union astronomique internationale, qui a lieu tous les trois ans dans un pays différent. Il y est prévu, d'une part, une exposition d'astronomie implantée en plusieurs points de la ville, d'autre part quelques animations organisées autour d'un télescope d'observatoire qu'on déplacera d'un quartier à l'autre. Il y aura aussi des projections de films : l'écipse de soleil photographiée en 1973 depuis Concordia. Enfin le 2 septembre est prévue une rencontre avec les enseignants du secondaire sur l'enseignement de l'astronomie. Une semaine plus tard, c'est à Caen, à l'occasion du congrès international sur les ions lourds, que les physiciens iront « dans la ville ». Le thème est moins la science, que « le chercheur scientifique » : son activité, sa place dans la société, le rôle prédominant du travail d'équipe, etc.

Dans tout ce qui précède, il était question d'animations organisées à l'occasion de congrès, avec participation importante de chercheurs, mais de durée très limitée. Il y a aussi eu des expériences de durée plus longue, mais qui ne permettent qu'un contact moins direct entre les chercheurs et le public. L'effort le plus important est celui que mène depuis 1970 la Maison de la culture de Grenoble. En collaboration avec le Palais de la découverte et avec

l'aide des universités grenobloises, la Maison de la culture a organisé une centaine d'« actions », animations ou expositions, films ou débats, auxquelles ont participé plus de trois cents scientifiques et qui ont reçu plus de sept cent cinquante mille visiteurs.

Toujours avec le Palais de la découverte, la Société française de physique a organisé une exposition permanente, « Aspects de la physique », qui depuis mai 1974 a séjourné dans neuf villes de province et doit continuer pendant encore un an son tour de France. Ou encore l'exposition itinérante « A la découverte de la vie », réalisée en coproduction intercommunale par les villes de Bagnolet, Bobigny et Saint-Denis.

On peut faire de ces activités, souvent divergentes, mais qui partent de la volonté commune de rapprocher le scientifique de la population et d'amener celle-ci à lui poser des questions, au moins deux remarques. La première est qu'elles sont essentiellement le fait de physiciens — l'exception la plus notable étant l'action qui vient mener des astronomes à Grenoble. Pourtant, une animation du même ordre est concevable dans d'autres sciences. Peut-être celles-ci sont-elles trop compartimentées, ce qui limite les possibilités et soulève des problèmes de frontières : il n'y a qu'une physique, il y a plusieurs sciences de la terre et sciences de la vie.

Plus fondamentale est la seconde remarque. Il y a finalement assez loin de l'Abpop, opération très expérimentale, à la plus formelle exposition itinérante du Palais de la découverte et de la Société de physique. Pourtant, le succès est grand dans les deux cas, et dans tous les autres : ce n'est guère qu'à Grenoble, après plusieurs années d'une animation continue, qu'apparaissent quelques signes d'essoufflement. Il y a de toute évidence une énorme curiosité pour la science. Ce contact direct des scientifiques avec la population n'apporte guère plus à celle-ci que ne le fait la vulgarisation traditionnelle. Il a, en revanche, l'avantage d'apporter beaucoup aux scientifiques, qui prennent conscience de ce qu'ils représentent pour les autres.

MAURICE ARVONNET.

### LE SAVOIR ET LES MACHINES

#### AGRICULTURE

##### Du blé sans engrais

Toutes les plantes ont un besoin absolu d'azote. Cet élément entre, en effet, dans la composition des protéines. Or l'azote est très largement répandu à la surface de la Terre : il forme les quatre cinquièmes de l'atmosphère. Malheureusement, il est inassimilable par les plantes sous cette forme gazeuse.

Aussi les agriculteurs ont-ils l'habitude de fournir à la terre de l'azote minéral sous forme d'engrais. Il existe un nombre limité de sources d'azote, pour le terre ou la luzerne, par exemple, qui sont capables de fixer indirectement l'azote atmosphérique. Des bactéries, captant l'azote, vivent, en effet, en symbiose avec les racines de ces plantes. Ces dernières peuvent, ainsi, bénéficier spontanément d'un apport d'azote dans le sol. Mais les végétaux capables de cette prouesse sont rares. Le blé, par exemple, n'a pas cet avantage. Il faut donc, pour maintenir les rendements, lui apporter des engrais azotés — ce qui n'est pas sans inconvénient.

Pour s'affranchir de cette contrainte, il n'y a qu'une solution : arriver à faire vivre en symbiose dans le sol les racines de la plante et les bactéries fixant l'azote. Deux chercheurs de la station de recherche de Lethbridge (Canada), Sandy Larson et John Neal Junior, viennent d'y arriver en croisant du blé cadet et du blé russe. Le nouveau blé de printemps obtenu favorise le développement dans le sol de très nombreuses bactéries captives d'azote. Il reste, toutefois, à vérifier que la quantité d'azote susceptible de se fixer est suffisante pour se passer complètement d'engrais azotés. Les autres types d'engrais (phosphates et potasse) restent toutefois indispensables.

#### TRANSPORTS

##### Plus ou moins légers que l'air

Les plus lourds que l'air, c'est-à-dire les avions et les hélicoptères, semblaient avoir gagné la bataille contre les plus légers que l'air : les ballons. La compétition entre ces deux moyens de se déplacer en altitude s'était arrêtée avant la seconde guerre mondiale et par la défaite des plus gros et des plus lents : les dirigeables. Mais, depuis quelques années, on assiste à un renouveau des ballons. Les techniques envisagées de les utiliser à nouveau pour, par exemple, transporter sur de longues distances des charges très lourdes, comme des chaudières de réacteurs nucléaires.

Goodyear Aerospace Corp. propose maintenant une solution intermédiaire. Il s'agit d'un ballon dont la force ascensionnelle est réduite (car il est de relativement petite taille) et qui demeure en l'air grâce à la poussée supplémentaire de quatre hélicoptères Sikorski CH 54 B. L'ensemble du ballon de 70 000 mètres cubes d'hélium, associé rigidement aux quatre hélicoptères, pourrait soulever 75 tonnes et se déplacer à 200 km/h. La recherche fondamentale pourrait aussi bien être militaire (lutte anti-sous-marine) que civile.

#### EVOLUTION

##### Le plus vieux animal

Des terriers d'animaux fort anciens ont été découverts en Zambie. Deux types coexistent. Les premiers ont un diamètre de 3 à 8 millimètres, et leur longueur, généralement inférieure à 10 centimètres, peut parfois atteindre 20. Ils sont fréquemment ramifiés et reliés en un réseau complexe. Les terriers du second type sont au contraire isolés les uns des autres, et semblent avoir été moins fréquemment occupés que les premiers. Leurs dimensions sont analogues.

Tout cela serait banal, si ce n'était l'ancienneté de la couche géologique dans laquelle on les a découverts. Ils sont vieux d'un milliard d'années. Les plus anciennes traces d'animaux, autres que des protozoaires, remontent qu'à 650 millions d'années environ. Le recul est donc important et pose de nombreuses questions. La première est de savoir ce qu'il est advenu des occupants des terriers, puisqu'on ne retrouve pas leurs traces dans les couches postérieures du même gisement.

#### NUCLÉAIRE

##### Un réacteur gazeux

L'imagination des scientifiques n'a pas de limite. Les réacteurs nucléaires sont normalement solides. On connaît, cependant, une exception : le réacteur à sels fondus, dont le cœur est liquide. Maintenant, c'est à un réacteur gazeux que la NASA s'intéresse. Le laboratoire scientifique de Los Alamos (Nouveau-Mexique) a commencé à tester un tel réacteur.

Il serait destiné à équiper des stations spatiales et il fonctionnerait à haute température. Le réactif du combustible serait automatisé. Son poids et sa masse spécifique seraient faibles. L'énergie pourrait même en sortir directement sous la forme d'un faisceau laser.

Les expériences en cours sur ce réacteur utilisent des installations qui servaient à un autre projet futuriste : la propulsion nucléaire des fusées.

#### TECHNIQUES

##### Un vaccin pour poissons

Les maladies des poissons sont devenues de plus en plus graves. Les vétérinaires ont donc cherché à développer un vaccin pour les poissons. Les pertes étaient parfois énormes. C'est pourquoi il faut saluer avec espoir la mise au point d'un système spécial de vaccination pour les poissons : il est, en effet, exclu de faire une piqûre à chaque alevin. Le vaccin est dissous dans l'eau. Le poisson est plongé pendant une durée limitée dans la solution médicamenteuse, puis remis dans son bassin habituel.

### UNE DÉCOUVERTE SURPRENANTE

#### Des gisements de cuivre en Bretagne

Il n'y avait pas de cuivre en Bretagne. Tous les géologues le savaient. Pourtant, le Bureau de recherches géologiques et minières (B.R.G.M.) en a trouvé dans le massif armoricain, alors qu'il cherchait du plomb et du zinc. La Bretagne, certes, ne va pas devenir une nouvelle « Copper belt » (ceinture de cuivre). Si le gisement de cuivre-plomb-zinc-argent de Bodennec (à 30 kilomètres au sud-est de Morlaix) est mis en exploitation, on pense, en l'état actuel des connaissances, qu'il pourrait produire chaque année, pendant dix ans, 4 000 à 5 000 tonnes de cuivre, 10 000 tonnes de zinc, 7 000 à 8 000 tonnes de plomb et 20 tonnes d'argent (1).

Cette découverte surprenante a été rendue possible :

— D'une part, par l'utilisation de nouvelles méthodes de prospection géophysiques et géochimiques et par l'emploi systématique de techniques de sondages rapides et peu coûteuses ;

— D'autre part, grâce aux crédits importants attribués, à partir de 1973, au « plan-cuivre » : l'Etat apportera 100 millions de francs, répartis sur cinq ans, entre le B.R.G.M. (établissement public) et des sociétés privées travaillant sur le territoire national ou à l'étranger de façon à couvrir une partie des besoins français en cuivre. Mais un effort financier équivalent doit être fourni par les établissements publics ou privés.

L'établissement public régional de la Bretagne (E.P.R.B.) versé, en 1975, une somme de 1 million de francs et il a promis 3 millions de francs supplémentaires pour les prochaines années. Ces sommes lui seront remboursées, mais seulement si les gisements découverts sont mis en exploitation. L'E.P.R.B. a aussi attribué plus

de 5 millions de francs en 1976 à la recherche du plomb, du zinc et de l'argent. L'E.P.R.B. est le premier établissement public régional à consentir un effort aussi considérable en faveur de la prospection minière.

Le gisement de Bodennec n'est pas le seul gîte métallifère à avoir été découvert dans le massif armoricain. On a trouvé d'autres indices intéressants à l'est de Bodennec, à Saint-Martin-des-Frères (dans les Côtes-du-Nord) : plomb-zinc-argent et irène (peu de cuivre) ; à Saint-Evélac (dans le Finistère). Il n'est pas impossible qu'il existe d'autres espoirs d'un minerai analogue dans l'Ille-et-Vilaine, en Mayenne et en Loire-Atlantique.

Sans savoir encore si les gisements bretons sont exploitables — Bodennec sera « échantonné » avec précision en 1977, — on est sûr, dès maintenant, qu'il s'agit de petites exploitations, ne pouvant couvrir qu'une faible partie des besoins nationaux. Mais la recherche minière en Bretagne a permis d'approfondir la connaissance du sous-sol armoricain. Ainsi, le minerai de Bodennec est-il situé dans des formations volcanosédimentaires du Dévonien (400 millions d'années), plissées lors de l'orogénèse hercynienne (vers 300 ou 280 millions d'années). On ignorait l'existence, en France, de tels gisements, mais ils sont du même type que ceux de Rio-Tinto (Espagne), du Canada, d'Allemagne fédérale ou d'Australie.

YVONNE REBEYROL.

(1) La consommation française est de l'ordre de 500 000 tonnes de cuivre, 300 000 tonnes de zinc, 200 000 tonnes de plomb et 60 tonnes d'argent. En dépit d'une production nationale très faible, le recyclage de ces métaux assure une autonomie atteignant 30 % à 35 % des besoins, selon les métaux.

### BIBLIOGRAPHIE

#### L'industrie, la technologie et le pouvoir militaire

TANDIS qu'aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne des ouvrages dédiés ont été publiés, ces dernières années, le problème des rapports entre la politique scientifique et la défense, les liens entre les armées françaises et les sciences, les liens entre la science et la défense, ne font pas jusqu'à présent l'objet d'une analyse de la situation américaine.

Un jeune chercheur, M. George Menahem, qui enseigne actuellement à l'université de Haute-Bretagne à Rennes, vient de tenter d'analyser, dans un ouvrage publié aux Editions du Seuil, la situation en France. Son interrogation est triple : quels sont les liens entre la communauté scientifique et les militaires ? Qu'est-ce qui fonde le pouvoir de la science dans les sociétés industrielles ? Quelles sont la nature et les bases du pouvoir militaire ?

La tâche n'est pas aisée et, devant la difficulté d'obtenir des renseignements sur ce qui se passe en France, l'auteur s'est vu contraint d'analyser, dans son ouvrage, les situations américaines et de les comparer à la situation française. Sans doute n'est-ce pas l'analyse la plus précise, car la transposition de la situation américaine rend assez imparfaitement compte de ce qui se passe en France. Le pouvoir militaire français est loin d'être équivalent à celui de l'Amérique : les universités françaises ont beaucoup moins de contacts militaires que leurs homologues américaines.

L'analyse est imparfaite pour une seconde raison. L'auteur applique la critique marxiste aux rapports entre la science et le pouvoir politique, mais il le fait d'une façon superficielle et ne tient pas compte de la multitude des facteurs qui ont défini la place de la science dans la société.

Si l'on ne fait pas de doute que la science est, en partie, le produit historique de la lutte des classes, c'est être naïf que de croire que cette même lutte de classes permettra aux seuls travailleurs scientifiques de détruire l'organisation hiérarchisée et cloisonnée de la science et de se préoccuper davantage

des problèmes pratiques et quotidiens des citoyens. Si l'indépendance du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) et des universités françaises est soulignée, l'importance de la direction des recherches et moyens d'essais (D.R.M.E.) à la dégradation administrative pour l'enseignement, sur l'importance de la recherche fondamentale et sur le désir de voir les laboratoires publics se préoccuper davantage des besoins des citoyens.

Ce qui manque à l'ouvrage est l'évaluation du poids respectif de tous ces facteurs assez souvent antagonistes : sont des militaires de suivre les recherches civiles et de le militer si nécessaire ; tradition anticoloniale vivace des chercheurs français ; rôle des hommes, mais évidemment et indépendamment des divers secteurs d'activité, qu'il s'agisse des laboratoires civils, militaires ou de l'industrie.

M. Menahem oublie aussi que les scientifiques, surtout aux Etats-Unis, sont loin d'être désintéressés et se refusent pas nécessairement des contrats de recherche en provenance de plusieurs sources. La science, comme la technologie, est impure. De surcroît, la science est plus axée par le complexe que par le simple, et dédaigne sans volontiers les problèmes quotidiens d'une large fraction des citoyens. Le sont écologique comme les préoccupations énergétiques lui sont longtemps restées étrangères. Et affirmer que « la recherche est une des activités du système capitaliste » traduit une singulière méconnaissance du système soviétique, où une partie de la recherche est tout autant soumise au pouvoir politique ou militaire qu'aux Etats-Unis. Livre générique et dynamique, *La Science et le militaire* reflète une connaissance partielle des réalités françaises. C'est dommage.

DOMINIQUE VERGÈSE.

### Le Monde de l'éducation

#### Numéro de juillet-août

#### LE PALMARÈS DES UNIVERSITÉS

Quelles sont les académies où les taux de réussite au CAPES et à l'agrégation sont les plus élevés ? Quelle est l'importance des activités de recherche menées par les universités dans chaque discipline ? Quel établissement conseille à un étudiant de faire des études de troisième cycle en sciences sociales ou en sciences humaines ?

La domination de Paris dans l'enseignement supérieur n'est pas aussi considérable qu'on pourrait le croire.

#### Egalement au sommaire :

Une interview de Raymond Devos : l'enseignement à Cuba ; les écoles de cirque ; la réforme de l'enseignement de l'économie ; les livres pour enfants ; vacances pour les jeunes.

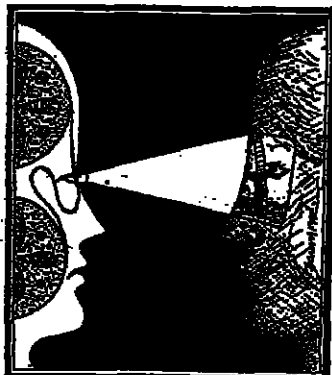
Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an) : 50 F. - Etranger : 68 F. - Par avion : tarif sur demande.

« Le Monde de l'éducation », 5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09 - C.C.P. 4207-23





# Cinéma



## LE C. N. R. S. ET L'AUDIO-VISUEL

● A l'occasion du Festival du cinémas indépendants de Thonon-les-Bains, le C.N.E.S. (Comité national de la recherche scientifique) organisera, du 2 au 10 octobre, à la Maison des arts et des loisirs de cette ville, un colloque portant sur le thème « L'image en mouvement : techniques et moyens », qui réunira des constructeurs de matériel audio-visuel (Jean-Pierre Beaumont, Stéphane Kedouat) et des cinéastes (Jean Bouché, Pierre Perault, Richard Lesock, James Blin, Vincent Blanchet, Luc de Hensch, Jean-Pierre Lefebvre, Jean-Pierre Mace, Yann Le Masson).

Des « tables rondes » quotidiennes traiteront des « outils de l'audio-visuel », aborderont successivement le 16 mm, le super-8, la vidéo légère, noir et blanc et couleur, les problèmes posés par le cinéma scientifique (micro et macro-cinématographie, cinématographie à haute vitesse, prise de vues image par image). André Martin, cofondateur du Festival d'Annecy, aujourd'hui fixé au Canada, traitera de l'animation.

• ● D'autre part, du 5 au 14 novembre, à l'occasion du Festival de Paris, se tiendront les premières « Rencontres internationales de l'audio-visuel scientifique ». Les projections auront lieu à l'Élysée et au Palais de la découverte, le colloque au 27, rue Paul-Bert, à Ivry; et au C.N.R.S., 15, quai Anatole-France.

Les Rencontres de Paris offriront chaque jour, à 18 heures, une perspective mondiale du cinéma scientifique, et à 21 heures, un choix de films scientifiques et d'émissions scientifiques de télévision. Seront également présentés des films de recherche de l'INA (Institut national de l'audio-visuel), une sélection d'émissions de télévision éducatives (France 3, RFO, etc.), des films français de techniques modernes d'éducation, des films de l'I.C.S. (Institut du cinéma scientifique), du CAV (Centre audio-visuel de l'Ecole normale de Saint-Cloud), du C.R.F. (Comité du film ethnographique). Le colloque traitera des problèmes posés par le cinéma scientifique, la communication, l'utilisation de l'audio-visuel dans l'enseignement, etc.

● Pour le C.N.R.S., les manifestations de Thonon-les-Bains et de Paris sont complémentaires. L'intérêt croissant pour l'audio-visuel s'explique à partir de trois raisons fondamentales : 1° La plupart des laboratoires de recherche recourent à ces disciplines ; 2° Elles recourent largement aux techniques audio-visuelles comme outil d'investigation pour l'enregistrement et l'analyse de phénomènes scientifiques souvent imperceptibles à l'œil par d'autres méthodes. En outre, l'audio-visuel offre un moyen privilégié d'information, de documentation et de culture scientifique dans un service des chercheurs que du public. Enfin, une raison même de la vocation du C.N.R.S., de nombreuses équipes, en sciences exactes et en sciences humaines, poursuivent des recherches dans le domaine du « langage » de l'image et des moyens de communication de l'audio-visuel ainsi qu'à son point et de l'expérimentation de techniques et matériels audiovisuels nouveaux. — L. M.

★ Renseignements : 27, rue Paul-  
Bert 94200 Ivry 141 870-11-52

## Chez TANTE MADÉE

**CUISINE PERSONNALISÉE**  
Déjeuners d'affaires  
Dîners sur réservation  
1, rue Doris (St) - 222-44-56 (st. Jlm.)

# Architecture

## Le temps du fascisme... à Venise

Parmi les expositions de la Biennale de Venise (1974), est une qui ouvre un chapitre passionnant de l'histoire de l'architecture italienne autour des années du fascisme. Elle a été installée à la chiesa di San Lauro, sise sur une place tranquille en bordure d'un canal. Cette église, baroque à l'intérieur, offre, sur sa façade de briques rouges lachées, l'image d'une singulière architecture rationnelle : en fait la structure plane devrait recevoir un décor en marbre sculpté pour de valétres. L'ironie veut que ces édifices symbolisent le double thème de l'exposition, moderne exposée à l'intérieur, « Le rationalisme et l'architecture en Italie durant le régime fasciste ».

L'**ambiguïté** voulue du titre n'échappe à personne. Elle reflète le conflit qui avait agité tout à la fois l'architecture italienne pendant les deux décennies qui avaient précédé la deuxième guerre mondiale et l'effet de l'idéologie fasciste sur l'architecture. Conflit marqué, d'une part, par la conscience de la nécessité rationnelle dans une architecture qui, dans les années 20, entraînait dans l'ère industrielle, et, de l'autre, par l'incitation mussolinienne à créer un style théâtral propre à impressionner les foules.

Italie, en période peu connue en France, en Il est intéressant de parcourir ces dessins et maquettes d'architectes bien conservés qui montrent d'ailleurs le parallélisme des recherches en Europe occidentale. Le mouvement italien plonge ses racines dans la mythé moderniste du futurisme qu'un Sant'Elia avait illustré avec une extraordinaire originalité. Il est mort jeune avant d'avoir pu développer ses intuitions, pendant la première guerre mondiale. Une autre figure a occupé la scène après lui : c'est Giuseppe Terragni, qui a beaucoup construit, bien qu'il ait, lui aussi, traversé la mort assez jeune au cours de la guerre. Le mouvement futuriste Terragni était la figure de proue du Novecento Italiano qui prônait le « retour à l'ordre ».

C'est vers les années 30 que l'idéologie fasciste fait irruption dans la pensée architecturale italienne, d'autre part préoccupée par le modernisme de la révolution architecturale qui s'opérait au même moment en Europe. On trouve dans cette exposition des échos un peu plus tardifs et provinciaux à la villa Savoye de Le Corbusier (Figini) à

(1) *Le Monde* du 30 juillet.

Milan), aux maisons de Mallet-Stevens, aux écoles de Lurçat, au pavillon allemand de Mies van der Rohe à Barcelone, en 1929. Dans ce mouvement, des noms peu connus en France mais significatifs en Italie : à Milan, Portaluppi, Andreani, Baidessari, Figini, Pollini... ; à Turin Sartorio... ; à Rome, Piacentini, Piccinato.

A lors que les pays industrialisés, ébranlés s'ouvrent tant bien que mal à une architecture rationnelle unifiée par les schémas mécaniques de la géométrie, de la symétrie, et de la perspective, le monde méditerranéen était épilé par le débat contradictoire du nationalisme du Novecento et du rationalisme des générations de jeunes architectes du Gruppo 7. Les uns étaient liés à l'essor industriel naissant, les autres à l'idéologie des révolutions sociales. Les uns fournissaient desoc support symbolique, l'exposition distingue les expériences des villes industrielles, comme Milan et Turin, de celle de Rome, qui regorgeait d'institutions du régime en style neo-classique. Les autres, au contraire, étaient liés à la révolution sociale, ils ne l'architecture et l'idéologie, ils se sentent de la tendance rationnelle ou bien nationale, les architectes

## Festivals

## Festivals

## APRÈS LES INCIDENTS DU WEEK-END

## La municipalité (communiste) d'Arles dénonce une provocation

De notre envoyé spécial

Arles... Que rest-il passé à Arles les 5 et 6 août? Que m'a vraiment passé? Les Arlésiens, et avec eux la municipalité, s'interrogent. Bien que vif, le «jeunisme» épidémique stagnait peu à peu pour être remplacé dans les rues par la provocation («provocation»). Et de trinquaille aux Alyscamps, de la Roquette à la place du Forum, tout le monde exultait mais personne ne se souciait de la série de faits troublants qui ont marqué le déroulement du premier festival de jazz en France annulé à la suite de violences et de déprédations. (Le Monde daté 8, 9

et à l'assaut.  
L'ordre privé armé de pas lacrymogènes, de matraques, de bâtons à clous, de couteaux, chargeant des particuliers d'un lieu public, de cocktails Molotov, vêtements, par exemple, de sacs de arènes pulvérisés et incendiaires; informations télévisées nationales «anticipant» de près de deux heures les événements, le 7 août: dépêches d'agences annonçant l'intervention des C.R.S. le vendredi, alors qu'ils n'interviendront et ne «rattrapent» la manifestation que le samedi, la nuit, les feux, et plongeant le quartier des arènes dans l'obscurité trente minutes avant leur intervention; le fait d'avoir à l'initiative de la manifestation M. Jean Jenny, très craint à Arles, précède d'une certaine réputation d'anticommunisme, de dévotion à l'église, de dévouement au noir de incidents de vendre

di : « Les communistes sont dans la m... et je ne lârai pas le petit doigt pour eux ».

Est-il indispensable de préciser que la municipalité d'Arles est communiste ? Depuis les dernières élections et que nous sommes pas loin ? « Ne nous trouvons-nous pas devant une promotion ? » Nous entrons dans une période où tous ces coups bas socialistes commencent à se faire. M. Coucoud, remplaçant le maire, M. Perrot, absent, au cours d'une conférence de presse donnée par quelques membres de la municipalité devant la municipalité et un représentant de l'A.F.P. On y prenait par ailleurs deux détails : c'est un Arlésien qui a volontairement incendié l'église du village de Saint-Jean, et aussi des Arlésiens qui ont participé de très près aux événements du samedi soir, « des voyous du quartier de La Roque », qui ont causés de nombreux incidents et « considérés comme tabous » par la police. « Nous nous posons des questions », conclut la loquacement l'adjoint au maire, « mais ce n'est pas sérieux », disent les Arlésiens.

Dans un communiqué, la municipalité arlésienne affirme notamment : « L'arrestation, par les services de la G.D., de certains individus permet de penser que, au milieu d'une jeunesse attirée par cette forme de musique, se sont infiltrés dans des groupes transitoires pour en tirer profit des éléments dangereux de connaître. L'actualité de tous les jours démontre que la sécurité des biens et des personnes s'est vue compromise ». Il faut donc des déclarations gouvernementales.

YVES ROIRDE

**YVES BOURDE**

■ Le spectacle auquel devait participer Baden Powell à Nice, lundi soir, a été annulé, le guitariste brésilien ayant été victime d'un accident ce même jour à Paris. Renversé par une voiture, il souffre de blessures à la colonne vertébrale et à la main gauche.

## LE CALENDRIER DES CONCERTS

**Orangerie de Sceaux**  
Métro : Sceaux-la-Reine  
Mini-bus : départ Sceaux-la-Reine - Retour jusqu'à Porte d'Orléans  
**CONCERTS**  
Renseignements et location  
Château de Sceaux

**MERCREDI**

**BALZAC ELYSEES (VO) • PUBLICIS SAINT GERMAIN (VO) • PARAMOUNT OPERA**  
**PARAMOUNT MAILLOT**

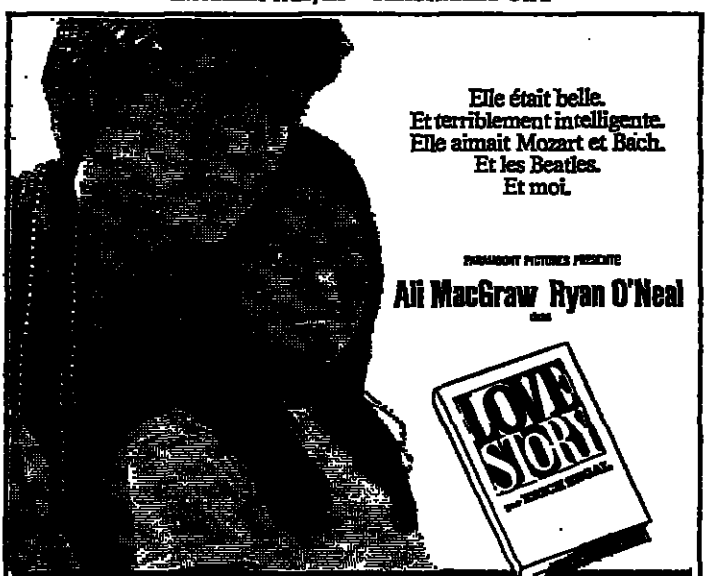
SAMUEL GOLDWYN PRÉSENTE UN FILM DE WILLIAM WYLER  
**LES PLUS BELLES ANNÉES**  
**DE NOTRE VIE**

**L'UN DES DIX MEILLEURS FILMS / Le film aux 9 OSCARS**

# Profitez de Paris au mois d'août : perfectionnez votre anglais à Montmartre.

**MERCREDI**

**UGC NORMANDIE VO • CAMÉO VF • UGC Gobelins VF • BRETAGNE VF**  
**ENGHIEN Français • VERSAILLES G2L**



UNE PRODUCTION HOWARD G. MINSKY-ARTHUR HILLER  
**John Marley & Ray Milland** Scénario par **ERICH SEGAL** Réalisé par **ARTHUR HILLER**  
 Présenté par **HOWARD G. MINSKY DAVID GOLDEN FRANCIS LAI**  
© 1971 MINSKY-SEGAL-HILLER PRODUCTIONS INC.

# Profitez de Paris au mois d'août: allez jouer au baseball à Bagatelle.

**La Saine** CINÉMA 10, RUE PRÉFECT SAUTON 02 25 95 95 95

HAS <b>LA CLEPSYDRE</b> GRAND PRIX DU 1er FESTIVAL DE CANNES 14h45 - 17h30	<b>LE DIABLE AU CŒUR</b> 20h20 - 22h20
	Jane Birkin Jacques Spiess

**Profitez de Paris  
au mois d'août :  
vous partirez  
au Club  
en Septembre.**

**Club  
Méditerranée**

25, Champs Elysées, Paris 8  
Place de la Bourse - 75003 Paris Cedex 02  
tel. 266 52 52

1000 Bruxelles, rue Ravenstein, 58  
Genève 28, quai Général Gursin

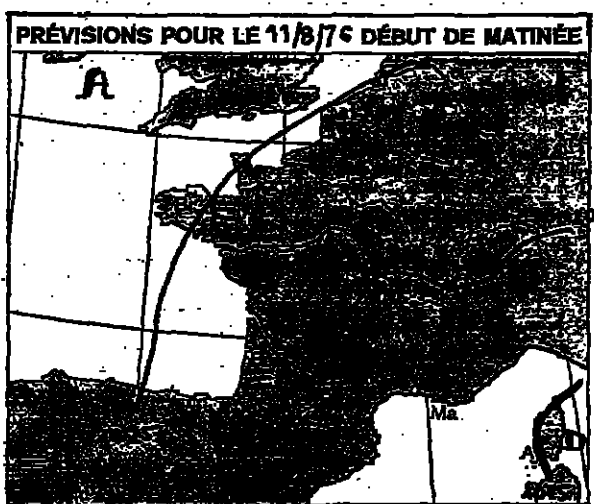




هنا من الأمل

# AUJOURD'HUI

## MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)  
Zone de pluie ou neige V aversees R orages S Sens de la marche des fronts  
Front chaud Front froid Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mardi 10 août à 0 heure et le mercredi 11 août à 24 heures :  
L'axe anticyclonique allant des Açores à la Scandinavie protège la

France du courant perturbé atlantique. Une dépression relative à caractère orageux s'élève sur le Midi méditerranéen se décalant lentement vers le sud-est.

Mardi 10 août, le temps sera en général ensoleillé et assez chaud sur la moitié nord-ouest du pays malgré quelques brèves nuées. Ailleurs, il y aura de belles éclaircies, mais des orages, parfois violents, sur les régions montagneuses du Sud-Est. Les températures varieront peu, on notera toutefois une légère hausse sur les régions du Sud-Ouest et du Centre. Les vents seront modérés de secteur nord-est à l'exception des rafales sous les orages dans le Sud-Est.

## Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel des 9 et 10 août 1976 :

DES DECRETS :  
● Modifiant le décret n° 70-798 du 9 septembre 1970 portant création de l'Institut national de recherche et de documentation pédagogiques.

● Modifiant le décret n° 70-799 du 9 septembre 1970 portant modification de la dénomination de l'Institut pédagogique national et précisant les missions de cet établissement.

## JUSTICE

L'ÉCRIVAIN JACK THIEULOY A ÉTÉ REMIS EN LIBERTÉ

L'écrivain Jack Thieuloy, âgé de quarante-cinq ans, inculpé de tentative d'incendie volontaire et inculpé depuis le 24 mars 1976 à la prison de la Santé, a été remis en liberté sous contrôle judiciaire et, après versement d'une caution de 4 000 F, le 2 août dernier, sur ordonnance signée le 30 juillet par M. Georges Bult, juge d'instruction à Paris.

M. Thieuloy est accusé d'être l'instigateur d'une tentative d'incendie le 22 mars 1976, au magasin Monoprix situé à l'angle de la rue du Faubourg-Saint-Antoine et de la rue Ledru-Rollin, à Paris (XIV). Il avait été surpris par des policiers alors qu'il paraissait surveiller deux de ses amis, MM. Gérard Rossi, trente-neuf ans, et Gustave Nativel, vingt-deux ans, qui répandaient de l'essence devant le magasin. Selon M. Rossi, Jack Thieuloy lui avait fourni le carburant et lui avait donné 80 F pour y mettre le feu (le Monde du 26 mars 1976).

M. Thieuloy avait déjà été inculpé le 21 octobre 1975 sous l'inculpation d'incendie volontaire au domicile de Mme Françoise Malles-Joris, vice-présidente de l'Académie Goncourt. Mis en liberté le 17 janvier 1976, l'écrivain a toujours nié être l'auteur de l'attentat commis le 25 octobre 1975 chez Mme Malles-Joris.

● Le docteur Gratien Tonna, qui avait été inculpé le 29 juillet après que sa voiture eut tué un gardien de la paix dans la nuit du 28 au 29 juillet à Marseille, a été remis en liberté le 9 août par décision de M. Michel Fourchard, juge d'instruction à Marseille (le Monde des 30 et 31 juillet).

## VOYAGE CULTUREL EN ITALIE

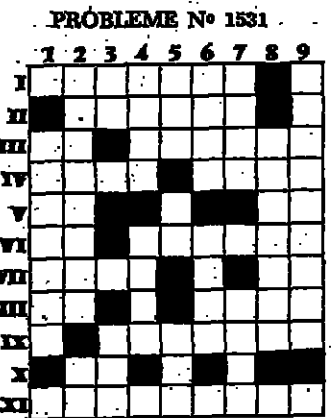
du 1<sup>er</sup> au 10 septembre 1976  
DE L'ANTIQUITÉ A LA RENAISSANCE  
ROME-ASSISE-FLORENCE-PISE  
10 jours à la découverte des chefs-d'œuvre ombriens et toscans, avec Mme Marie-France PAULIN, conférencière, chargée de mission aux Musées Nationaux.  
Renseignements et inscriptions :  
PEUPLES ET CIVILISATIONS  
5, av. de l'Opéra, 75001 PARIS  
TEL. 260-31-66 L'Esprit 200 A

## Anciens combattants

● La Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie (F.N.A.C.M.T.) informe les anciens d'A.F.N. de la publication d'une sixième liste d'unités ayant combattu en Afrique du Nord de 1952 à 1962, avec les périodes précises pendant lesquelles elles ont donné droit à l'attribution de la carte du combattant (quatre-vingt-dix jours de présence, consécutifs ou non). D'autre part, le service historique des armées ayant fait connaître une importante note rectificative aux précédentes listes, la F.N.A.C.M.T. attire l'attention des anciens d'A.F.N. étant déjà vu refuser la carte du combattant.

\* Cette liste complète les listes précédentes et les rectifications officielles sont publiées dans une édition spéciale du Journal Français d'Algérie, que la F.N.A.C.M.T. adresse gratuitement à tout ancien d'A.F.N. qui en fera la demande à l'F.N.A.C.M.T., 75011 Paris (Joindre un timbre).

## MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. Fait certaines opérations uniquement avec des divisions.  
II. A passé aux alentours de la trentaine.  
III. Interjection.  
IV. Source d'inspiration.  
V. Ombellifère.  
VI. Conjonction inversée. Haute lumière des siècles passés.  
VII. Titre abrégé. Se déplace pratiquement ventre à terre.  
VIII. Lettres de félicitations.  
IX. Préposition.  
X. Mot d'enfant.  
XI. En Espagne.

VERTICALEMENT

I. Élévent les âmes.  
II. Très raisonnables.  
III. Conjonction.  
IV. Conne en France.  
V. Cours d'antichiens.  
VI. Jadis invoqué.  
VII. Est appelé à tourner.  
VIII. On ne saurait le bégayer sans le couper.  
IX. Étaient régulièrement construites.  
X. Devait être très propre.  
XI. Papon d'accommoder les restes.

Solution du problème n° 1530

Horizontalement  
I. Foulé.  
II. Revivants.  
III. Star.  
IV. Inné.  
V. Edesse.  
VI. E.O.  
VII. Sols.  
VIII. Sols.  
IX. Sols.  
X. Sols.  
XI. Sols.

Verticalement  
I. Foulé.  
II. Revivants.  
III. Star.  
IV. Inné.  
V. Edesse.  
VI. E.O.  
VII. Sols.  
VIII. Sols.  
IX. Sols.  
X. Sols.  
XI. Sols.

(PUBLICITE)

AVEC LE SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS  
**SOLIDARITÉ**  
AUX POPULATIONS CIVILES DU  
**LIBAN**  
APPORTEZ VOS DONS (en nature ou en espèces)  
DANS LES PERMANENCES DU S.P.F. ou au  
**COMITE NATIONAL**  
9, rue Froissart — 75003 PARIS  
**C.C.P. 654-37 PARIS**

# RADIO-TÉLÉVISION

## MARDI 10 AOUT

### CHAÎNE I : TF1

20 h. 30. Variétés : Stone et Charden.  
21 h. 45. Documentaire : Évasion. Hald chérie.  
22 h. 40. Sport : Concours hippique à Dinard.  
23 h. 30. Journal.

### CHAÎNE II : A2

Jean Albert Foëx  
**VOYAGES AU FOND DES MERS**  
30 F  
ÉDITIONS FRANCE-EMPIRE

20 h. 30. Les dossiers de l'écran : Film : « Pile au trésor ». D'A. White (1974). Avec R. Welles, K. Burfield, J. Lefebvre, W. Slezak, R. Battaglia.  
Nouvelle adaptation, fort mérore, du roman de Roland Stagliati.  
Débat : « Partout et nulle part, la fabuleuse histoire des trésors ».  
Avec la participation de MM. Jean-Albert Foëx, directeur de la revue l'Aventure sous-marine, Robert Stenut, Robert Armand, chroniqueurs de trésors, Paul Toriant, numismate.  
23 h. 30. Journal.

### CHAÎNE III : FR3

20 h. 30. (R.J.) Film policier : « Le tigre se parfume à la dynamite », de Cl. Chabrol (1965). Avec R. Hanin, M. Les, M. Souquet, R. Dumas.  
Louis Rappin, dit « le Tigre », agent de la D.S.T., chargé de protéger un trésor découvert au large de l'île de l'Épave, est aux prises avec des révolutionnaires suédois et une bizarre organisation internationale.  
Quand Chabrol, pour s'inspirer, fouille le jeu de la série noire commerciale. Non sans malice.  
21 h. 50. Journal.

### FRANCE-CULTURE

20 h. Le tombeau de C. Cézanne ; 21 h. 30. Concert à Aubervilliers, par A. Flammer, G. Razon, M. Marchesini ; œuvres de D. Milhaud, S. Jolas, A. Banquet, M. Decoust, F. Albiges ; 22 h. 30. Entretiens avec G. Ungaretti ; 23 h. Réver pour l'hiver.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h. Ne te retourne pas, l'air l'impression qu'on nous suit ; 21 h. 30. En direct du Festival de Salzbourg : l'Orchestre philharmonique de Vienne sous la direction de K. Kozmowski ; 22 h. 45. Musique traditionnelle européenne ; 23 h. 15. Miles media ; 24 h. Le mal du pays ; 0 h. 30. E. Perlekoos sporadique.

## MERCREDI 11 AOUT

### CHAÎNE I : TF1

De 12 h. 30 à 15 h. 15. programme de mi-journée (reprise à 18 h. 35) avec, à 14 h. 5, La brigade des maléfices.  
20 h. 30. Série policière : Le commissaire Moulin (la surprise du chef) de J. Chabrol. Scénar. : J. Touboul, avec Y. Renier, G. Morin, G. Montagne ; 22 h. 45. Essai : Des milliers de livres écrits à la main. Michelet, l'homme qui mangeait l'histoire, de P. Dumayet. réalisation A. Dhénaut.

Roland Barthes, Georges Duby et Jean Derrès s'entrevoient sur les rapports de Michelet avec l'histoire, qui, pour eux, n'étaient pas ceux d'un savoir avec une science.

### CHAÎNE II : A2

De 15 h. à 20 h. programme ininterrompu avec, à 18 h. 15, La Chronique de la Résistance, d'A. Penigal.  
20 h. 30. Série : Un shérif à New-York (Poursuite à Manhattan) ; 21 h. 55. Chronique : Inventaire... en Berry, de P. Breugnot, réal. F. Ribadeau.

Les châteaux de Celles et de Gervais, dans le Berry : Orannes, Villages, Atay-le-Viel.

### CHAÎNE III : FR3

20 h. 30. Les grands noms de l'histoire du cinéma français d'aujourd'hui : « Valparaiso, Valparaiso », de P. Aubier (1970), avec A. Cumy, B. Lafont, L. Szabo, A. Stewart.

Romanier célèbre et intellectuel gauchiste, Balzac Lemarchand-Coultoncourt est entraîné par de mystérieux personnages dans une aventure qui doit le conduire, croit-il, à Valparaiso pour une action révolutionnaire. Une fable politique pour démythifier le comportement gauchiste qui se détache de la lutte des classes.

### FRANCE-CULTURE

20 h. Les maîtres du roman populaire ; 21 h. 30. Musique de chambre (Bach, Handel, Regner) ; 22 h. 30. Entretiens avec G. Ungaretti ; 23 h. Réver pour l'hiver.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h. Ne te retourne pas, l'air l'impression qu'on nous suit ; 21 h. 30. Festival estival de Paris en direct de l'église de la Sainte-Chapelle, avec le Koinon Vocal Contort ; 22 h. 45. Pour la société d'œuvres musicales privées ; 23 h. 15. Miles media ; 24 h. Le mal du pays ; 0 h. 30. E. Perlekoos sporadique.

## Une « exposition » de l'INA près d'Avignon

### FRANCOPHONIE A LA CARTE

Les « Images en français » des quatre vents du monde », réunies du 28 juillet au 7 août près d'Avignon par l'Institut de l'audio-visuel, c'était l'autre rive du Festival. Le calme, passé le Rhône. Les ruelles pleines d'enfants d'ans la Chartreuse de Villeneuve. Et là, une activité parmi beaucoup d'autres : jeux de cirque, jeux de masque, répétitions de danse, fabrication de marionnettes, atelier de gravure, concerts, expositions. Une exposition de plus, audio-visuelle celle-là.

La projection publique de deux émissions quotidiennes pendant onze jours ; la mise à la disposition de tous, pour une consultation - à la carte -, de dizaines de programmes francophones et de vingt-quatre spectacles expérimentaux importés des États-Unis ; la présence de réalisateurs et de responsables de chaînes ; la liberté laissée à toutes les formes de discussion ; débats sous les voûtes de la grande salle Mistral ou rencontres devant les récepteurs-témoins, diffusant simultanément trois programmes différents ; la bonne humeur souriante des opérateurs toujours prêts à échanger dans leurs réserves la vidéo-cassette défilée ; cette détente et ce confort, si peu fréquents à Avignon, n'ont pas attiré une foule considérable.

Il fallait, paraît-il, s'y attendre. Forte d'une expérience presque similaire l'an passé, les organisateurs en tout cas, s'y attendaient, plutôt satisfaits lorsqu'une cinquantaine de personnes résistait au débat. Peu de spectateurs assis cependant. Pas tous, en tout cas, s'y attendaient au final, glaner quelques images. Mais pas rien tout de même, un public renouvelé.

### Une évidence

En quoi ces allées et venues peuvent-elles s'expliquer par une passion particulière pour les télévisions francophones ? Une évidence néanmoins : le manque de curiosité pour les réalisations non françaises ou sans label connu. Ainsi, la série « 6 x 2 » de Godard a-t-elle été très demandée. De même le film d'Autres, de FR 3, ou le montage sur l'amour de la société Radio-Canada, co-signé par Léonard Cohen. Pour d'autres raisons, mais tout aussi évidentes, le grand documentaire beige sur la Guerre des pauvres au Liban (naguère récompensé au Festival de Monte-Carlo, et l'émission participative il y a amour et amour (paroles de femmes, enregistrées en vidéo dans les studios légalisés) sont apparus à plusieurs reprises sur les écrans-témoins.

Il n'est pas sûr cependant que toutes les précautions aient été prises pour que le profane ne s'y perde pas. L'abondance des programmes africains s'est combinée, par exemple, contrainte par la fréquence des mêmes thèmes, d'un pays à l'autre. Intégration des pratiques traditionnelles dans la médecine scientifique (avec une très belle dramatique sénégalaise de Babacar Samb sur le cas d'une jeune malade mentale, et un grand document congolais de Sébastien Kamba) ; exode rural, déracinement et maintien de la tradition orale, autant de constantes dont il était difficile d'évaluer à l'avance et d'apprécier ensuite les variantes. Une expédition si riche méritait une présentation plus méthodique et une information plus précise. Surtout si elle doit devenir l'héritage, comme il en est question. — A. R.

## DEUX ÉMISSIONS DE M. SOUSTELLE COPRODUITES AVEC LE MEXIQUE

● M. Jacques Soustelle, député réformateur du Rhône, dont on a pu voir dernièrement à la télévision les émissions sur la civilisation maya, en prépare actuellement deux autres, qui seront consacrées aux Aztèques et réalisées en coproduction avec la chaîne mexicaine Televisa. Ce projet a fait l'objet d'un rendez-vous préalable sur les lieux, au cours duquel l'ancien ministre a été reçu par M. Luis Echeverría, chef de l'État mexicain.

## TRIBUNES ET DÉBATS

### MARDI 10 AOUT

— MM. Georges Hourdin et Michel Droit débattent sur France-Inter (19 h. 20) de l'affaire de Mgr Lefebvre.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.  
Gérants : Jacques Ferrat, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde »  
5, rue des Italiens  
PARIS-IX  
1976

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission nationale des journaux et publications : n° 5757.







## LES MARCHÉS

# CONJONCTURE

## La hausse des salaires reste forte en France

هكذا من الأصل





